

HC
111
A314
1979/80

IC

RAPPORT ANNUEL 1979-1980



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Industrie
et Commerce

Industry, Trade
and Commerce

Monsieur l'honorable Herb Gray
Ministre de l'Industrie et du Commerce
Ottawa (Ontario)



Monsieur le ministre,

Il est l'honneur de vous présenter le rapport annuel des activités
du ministère de l'Industrie et du Commerce, du 1er avril 1979 au
31 mars 1980.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le ministre, l'assurance de mes
sentiments respectueux.

Ministère de l'Industrie et du Commerce
RAPPORT ANNUEL
1979 - 1980

à votre Excellence
le très honorable Edward Schreyer, C.G.
Gouverneur général du Canada

Excellence,

Il est l'honneur de présenter à votre Excellence le rapport annuel
du ministère de l'Industrie et du Commerce, pour la période du
1er avril 1979 au 31 mars 1980.

C'est le résumé des politiques et activités du Ministère, ainsi
que des services qui ont été rendus, durant la période de votre
Excellence.

Je vous prie d'agréer, Excellence, l'assurance de mon profond
respect.

Ministère des Approvisionnement et Services Canada 1981

Herb Gray
Ministre de l'Industrie
et du Commerce

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1981

N° de cat. Id 1-1980F

ISBN 0-662-91302-7

OTTAWA

L'honorable Herb Gray
Ministre de l'Industrie et du Commerce
Ottawa (Ontario)

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel des activités du ministère de l'Industrie et du Commerce, du 1er avril 1979 au 31 mars 1980.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments dévoués.



Robert Johnstone
Sous-ministre

OTTAWA

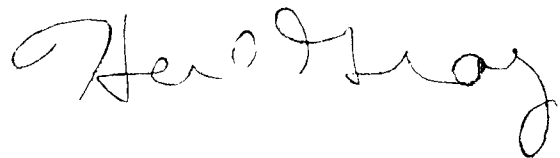
Son Excellence
le très honorable Edward Schreyer, C.C.
Gouverneur général du Canada

Excellence,

J'ai l'honneur de présenter à votre Excellence le rapport annuel du ministère de l'Industrie et du Commerce, pour la période du 1er avril 1979 au 31 mars 1980.

C'est le résumé des politiques et activités du Ministère, ainsi que des services qu'il a rendus, qui est soumis à votre Excellence.

Je vous prie d'agréer, Excellence, l'assurance de mon profond respect.



Herb Gray
Ministre de l'Industrie
et du Commerce

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Faits saillants.....	3
Expansion des entreprises	
Programmes.....	4
Petites entreprises.....	10
Liaison avec les institutions financières et les sociétés.....	11
Services administratifs.....	11
Service des délégués commerciaux et marketing international	
Direction générale des projets outre-mer.....	12
Projets de promotion.....	12
Programmes de défense.....	12
Service des délégués commerciaux et des bureaux régionaux au Canada.....	13
Export Canada '79	13
Relations commerciales internationales	
Direction générale des relations générales.....	15
Europe de l'Est.....	16
Europe de l'Ouest.....	17
Hémisphère occidental.....	18
Afrique et Moyen-Orient.....	22
Asie et Pacifique.....	22
Expansion de l'industrie et du commerce	
Textiles et produits de consommation.....	24
Produits chimiques.....	27
Électricité et électronique.....	28
Industries de transport.....	29
Direction générale des industries de service.....	32
Machinerie.....	37
Direction générale de la commercialisation des grains....	39
Industries de transformation des richesses naturelles....	40
Agriculture, pêcheries et produits alimentaires.....	43
Technologie.....	45
Design Canada	46
Tourisme	
Marketing.....	48
Développement du tourisme.....	49
Planification et coordination des politiques.....	50
Personnel	51
Planification des politiques	
Élaboration et analyse de la politique économique.....	52
Commission du système métrique.....	53
État des dépenses.....	54
État des recettes.....	56



FAITS SAILLANTS

Au cours de l'année financière 1979-1980, le ministère de l'Industrie et du Commerce a mené un programme dynamique de promotion des biens et services canadiens à l'étranger. Au cours de cette année:

- Les exportations canadiennes ont atteint \$65,2 milliards en 1979 alors que les importations atteignaient \$61,2 milliards, ce qui donne un excédent record de \$4 milliards pour le commerce des marchandises. La valeur des exportations canadiennes a augmenté d'environ 24 pour cent.

- Environ 300 hommes d'affaires canadiens ont pris part à 29 missions commerciales parrainées par Industrie et Commerce dans 24 pays. Le Ministère s'est occupé de la participation de 785 sociétés à 62 expositions commerciales qui ont rapporté au Canada des ventes sur place de \$44 millions.

- Pour la première fois, le total des emplois dans le secteur manufacturier a crevé le plafond des deux millions. En 1979, il y a eu en moyenne 115 000 emplois de plus qu'en 1978.

- Les Négociations commerciales multilatérales (NCM) ont connu un dénouement fructueux en 1979, ce qui constitue une étape importante vers une production plus spécialisée et à plus grande échelle au Canada et contribue au développement d'une structure industrielle plus rationnelle, plus efficace et plus concurrentielle.

- Le déficit du tourisme canadien a diminué de 37 pour cent pour passer de \$1,7 milliard en 1978 à

\$1,1 milliard en 1979, car un chiffre record de 30 millions d'Américains et de deux millions de touristes étrangers sont venus visiter le Canada.

- Les exportations canadiennes vers l'Europe de l'Est ont augmenté de 30,6 pour cent en 1979 pour atteindre le chiffre record de \$1,2 milliard. Les exportations vers l'Europe de l'Ouest ont augmenté de 51,1 pour cent pour atteindre \$8,3 milliards.

- Dans le cadre du Programme d'expansion des entreprises (PEE), 144 firmes ont obtenu un montant total de \$150,3 millions sous forme de garanties de prêts d'aide de transition. Le même programme a fourni \$69 millions d'assurance sur des prêts accordés à 137 entreprises manufacturières.

- Le Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) a été élargi pour couvrir l'identification des marchés américains et les missions d'acheteurs venant de ce pays. Deux nouvelles caractéristiques sont venues s'ajouter au PDME: un développement soutenu des marchés d'exportation et une aide au développement des marchés d'exportation pour les produits de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.

- Plus de 11 500 prêts d'une valeur supérieure à \$280 millions ont été accordés aux petites entreprises dans le cadre de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

- Des missions commerciales dirigées par des ministres sont allées en Colombie, en Équateur, au Pérou, en Argentine, au Brésil et dans un certain nombre de pays africains.

EXPANSION DES ENTREPRISES

Programmes

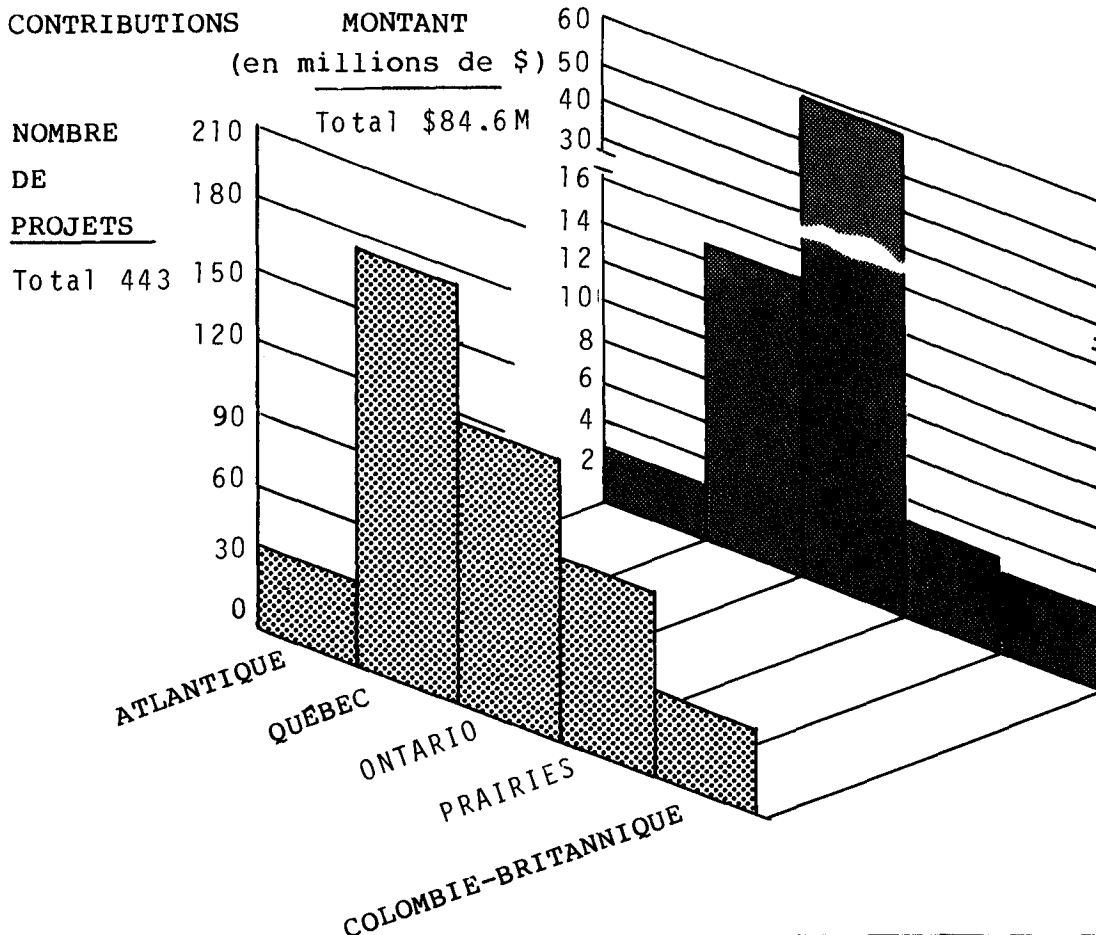
Programme d'expansion des entreprises

Le Programme d'expansion des entreprises (PEE), destiné à toutes les compagnies mais principalement utilisé par les petites et moyennes entreprises, aide les entreprises de fabrication et de transformation à accroître leur viabilité et leur compétitivité à l'échelon international. Il encourage les innovations dans la conception et la mise au point de produits ou de procédés nouveaux ou améliorés et aide les compagnies à s'adapter à l'évolution des circonstances.

Le programme est géré par la Commission centrale d'expansion des entreprises et par dix commissions régionales. Même si ces commissions ont des compétences différentes, les entreprises ayant des ventes annuelles inférieures à \$5 millions peuvent recevoir jusqu'à \$200 000.

Au cours de l'année financière 1979-1980, les commissions centrale et régionales ont autorisé 144 garanties de prêts d'aide de transition d'une valeur de \$150,3 millions. Elles ont également contribué pour \$84,6 millions au coût de 443 projets d'innovation et de mise au point de produits.

Dépenses dans le cadre du programme d'expansion des entreprises, par région, 1979-1980



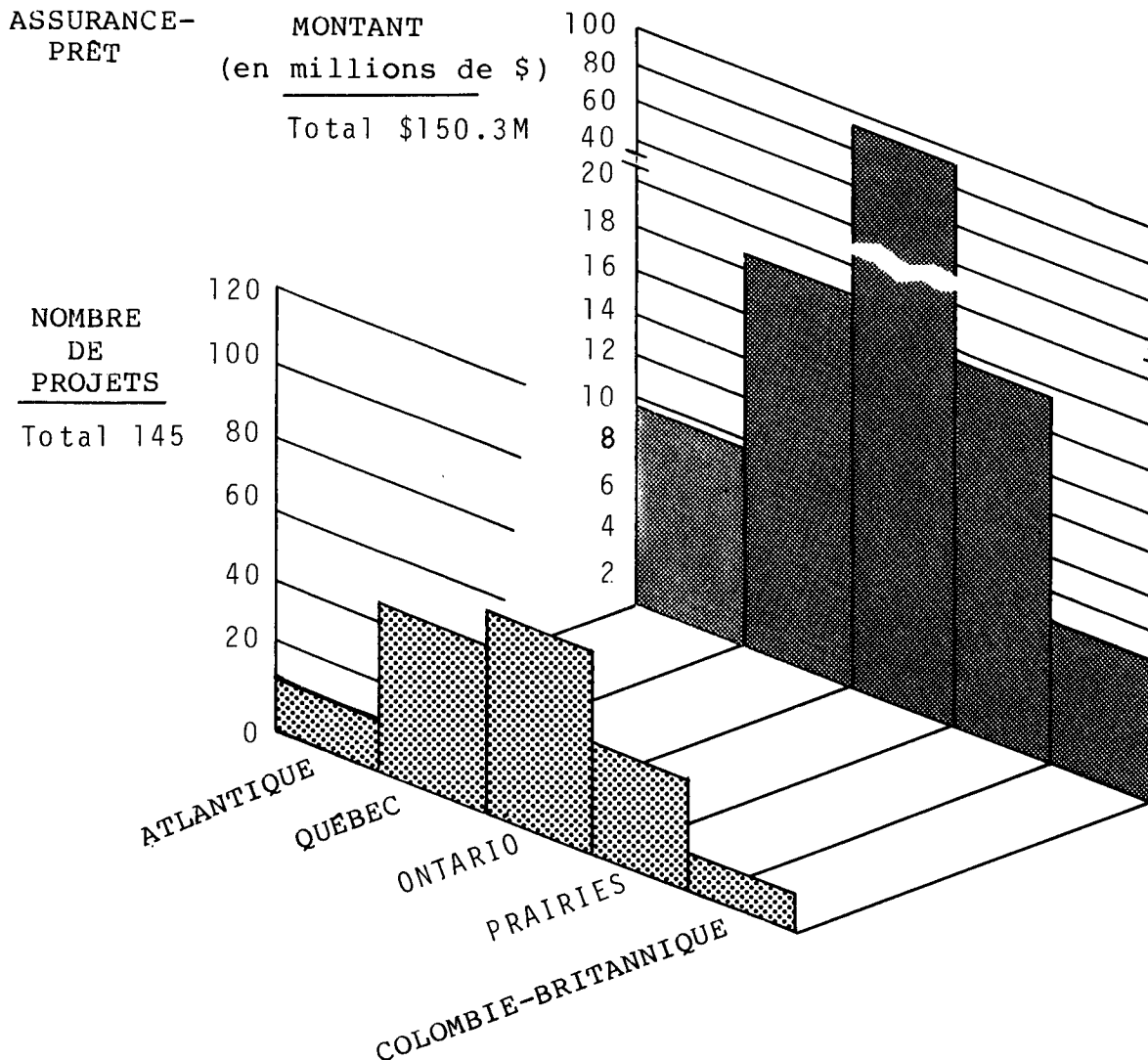
Les projets d'innovation ont porté sur un large éventail industriel comprenant les machines, les instruments électroniques, les composants navals, le matériel de communications, les véhicules automobiles et les pièces d'automobile, les composants du bâtiment, les textiles, les équipements de sport et divers procédés chimiques.

Une somme totale de \$5 millions a été approuvée pour 180 projets tou-

chant l'amélioration de la productivité, l'aptitude au design industriel et l'aide de consultation dans l'élaboration des projets de restructuration. Les commissions régionales ont approuvé 152 de ces projets pour une valeur de \$4 millions.

Des assurances de \$69 millions ont été autorisées pour des prêts accordés à 137 entreprises de fabrication par des prêteurs privés. De ces prêts, 78 ont été autorisés par

Dépenses dans le cadre du programme d'expansion des entreprises, par région, 1979-1980



les commissions régionales pour un total de \$9 millions.

Le programme a fourni \$82 millions d'assurance pour aider à financer la vente d'avions Dash-7. L'assurance-prêt du PEE a permis de créer environ 3 125 emplois nouveaux. Selon les estimations, les projets qui ont reçu de l'aide au cours de l'année produiront des ventes de \$4,42 milliards et 11 950 emplois au cours des cinq prochaines années.

Programme de développement des marchés d'exportation

Le Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) a aidé à développer et à accroître les

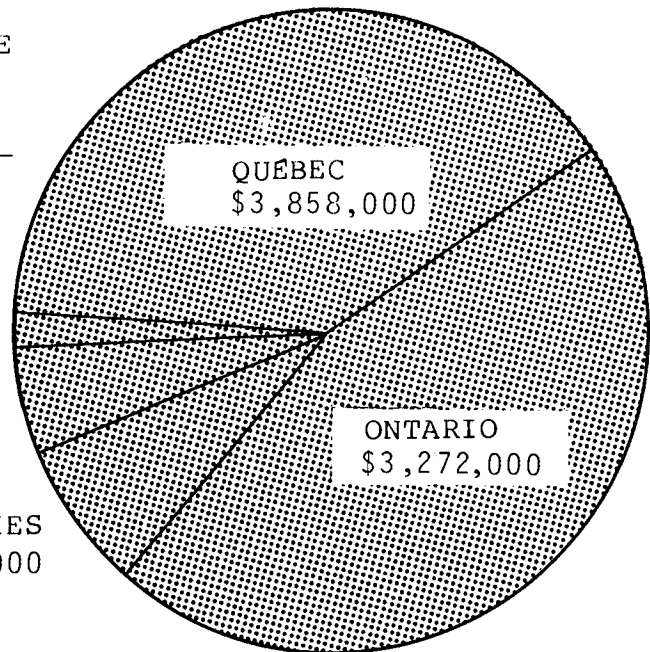
exportations de biens et services canadiens en partageant avec les entreprises les risques financiers encourus pour pénétrer sur les marchés étrangers.

Les cinq sections du programme couvrent les soumissions sur des projets spéciaux, l'identification des marchés, la participation à des foires commerciales, la venue d'acheteurs étrangers et la formation de consortiums d'exportation. A compter du 1er avril 1979, les sections offrant de l'aide pour l'identification des marchés et la venue d'acheteurs étrangers ont été disponibles pour les activités destinées aux marchés américains. De nouvelles sections ont été ajoutées au programme au cours de l'année,

DÉPENSES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS D'EXPORTATION ANNÉE FINANCIÈRE 1979-80

TOTAL \$8,856,000

ATLANTIQUE	\$229,000
COLOMBIE-BRITANNIQUE	\$625,000
PRAIRIES	\$872,000

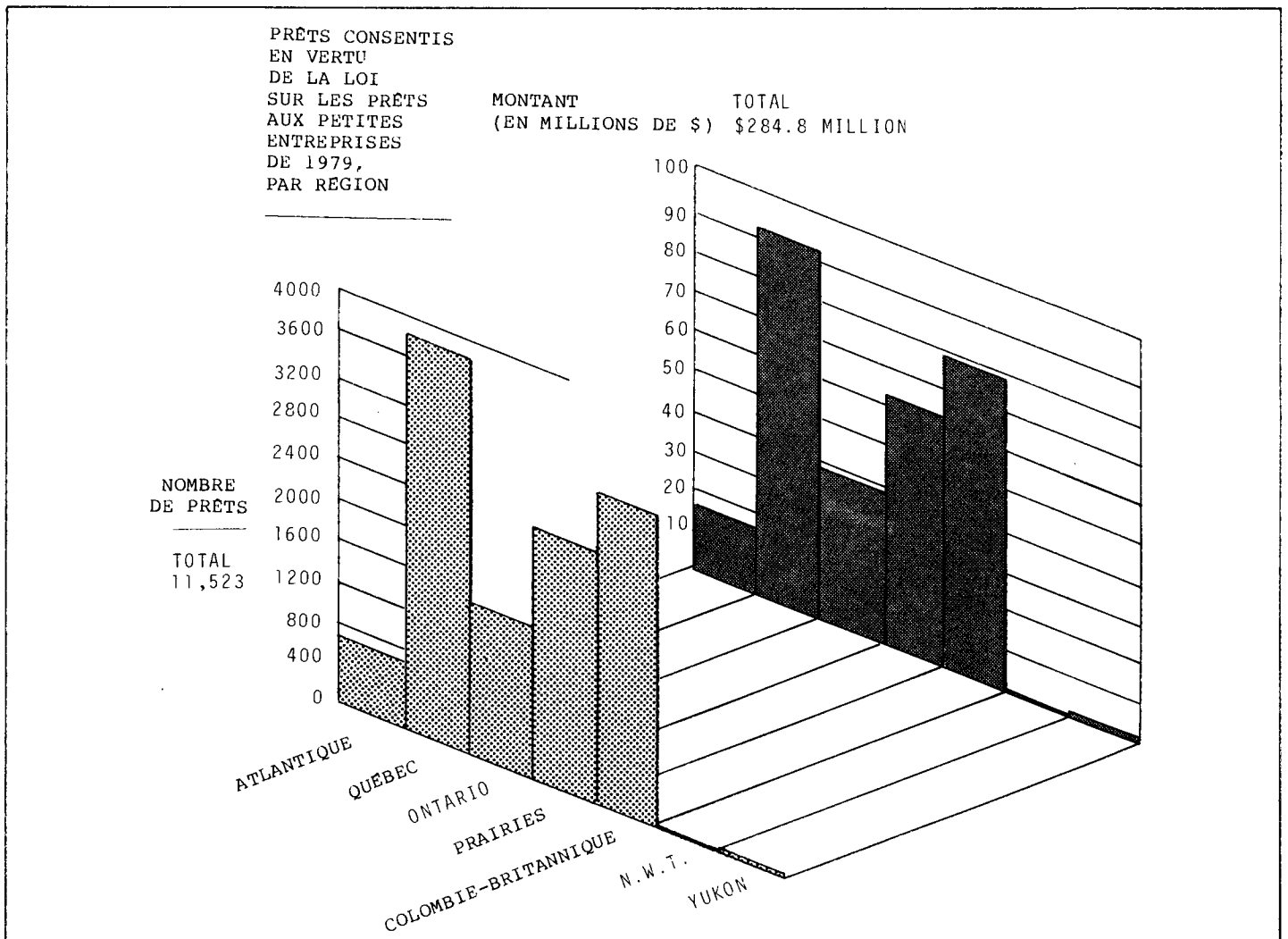


dont le développement soutenu des marchés d'exportation, les marchés d'exportation pour les produits de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, et les contributions aux organismes à but non lucratif. La section du développement soutenu des marchés d'exportation a participé à l'élaboration de plans de pénétration sur les marchés et à la mise en oeuvre d'activités approuvées par des compagnies cherchant à s'établir sur un marché étranger. L'aide au développement des marchés d'exportation pour les produits de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation a consolidé toute l'aide antérieure accordée par le PDME à l'industrie des produits alimentaires et couvre les activités de mise en marché à l'exportation subventionnées précé-

demment par le Programme d'aide à la mise en marché des produits agricoles et des céréales (AGMAP) et par le Programme stimulant la commercialisation des céréales et oléagineux (GOMI).

Au cours de l'année, le PDME a approuvé une aide de \$20,1 millions et a déboursé une somme de \$8,9 millions alors que ces montants avaient atteint respectivement \$16,5 millions et \$7,1 millions au cours de l'année précédente.

D'après les rapports des compagnies, l'aide accordée dans le cadre du PDME a rapporté \$500 millions de ventes à l'exportation, ce qui donne un total de ventes à l'exportation de \$4,2 milliards depuis le lancement du programme en 1971.



Loi sur les prêts aux petites entreprises

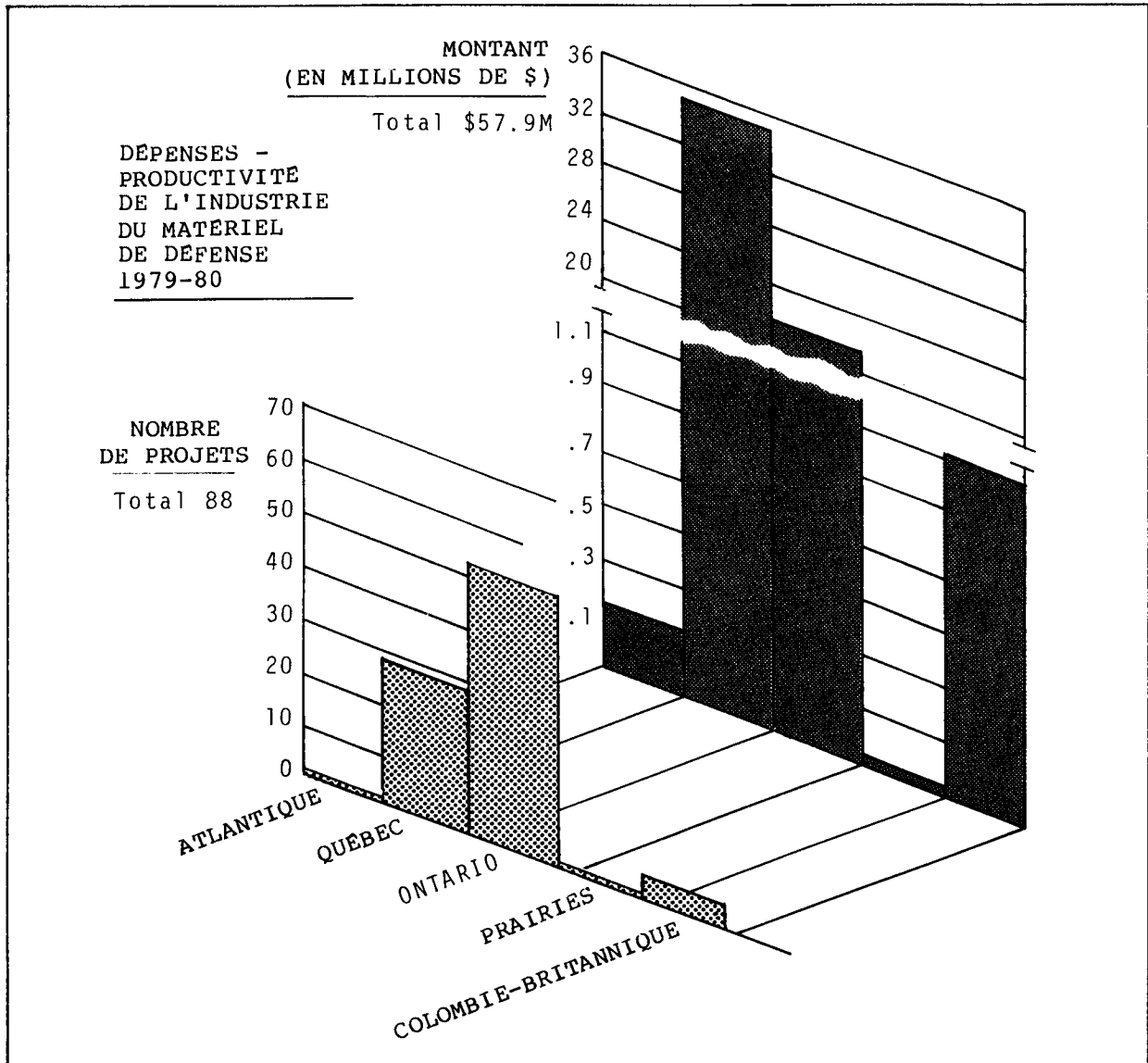
Au cours de l'année, 11 523 prêts ont été consentis en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises pour un montant de \$284 852 265, contre 7 844 prêts pour une valeur de \$190 074 576 en 1978-1979.

Le programme encourage les prêteurs à consentir aux petites entreprises canadiennes des prêts à terme en vue d'améliorer un large éventail

de leurs biens d'équipement. Les prêts sont garantis par le gouvernement fédéral et ont un taux d'intérêt maximal supérieur de un pour cent au taux préférentiel des banques. La durée maximale des prêts est de 10 ans.

Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense

Le Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense (PPIMD) aide à développer et à conserver les aptitudes technologiques



de l'industrie canadienne du matériel de défense et favorise donc les exportations. Il fonctionne en vertu d'accords internationaux de partage de l'expansion et de la productivité du matériel de défense.

Au cours de l'année financière, un total de 74 projets ont été achevés dans le cadre du PPIMD et ont produit des ventes de \$889 millions. Des contrats ont été signés pour 66 projets et les dépenses du programme ont atteint \$57,9 millions. En outre, 60 pour cent des ventes réalisées dans le cadre du programme ont été faites sur le marché du matériel de défense, tandis que

40 pour cent ont touché des exportations civiles. Près de 85 pour cent des ventes de matériel de défense ont été faites sur des marchés étrangers.

Programme de recherche et de développement de l'énergie industrielle

Le Programme de recherche et de développement de l'énergie industrielle (IERD), lancé en octobre 1977, aide l'industrie canadienne à rechercher et à développer des procédés et du matériel nouveaux et améliorés destinés à réduire la consommation d'énergie industrielle. Le programme aide également à promouvoir et à vendre cette technologie.

Depuis son lancement, 11 projets d'une valeur totale de \$2 021 400 ont été approuvés. En 1979-1980, un montant de \$247 800 a été dépensé dans le cadre du Programme IERD. Le programme, qui contribue normalement jusqu'à 50 pour cent des coûts prévus, fonctionne dans le cadre d'un budget annuel de \$1,5 million.

Parmi les projets entrepris, citons l'élaboration d'une nouvelle technologie dans les bacs de trempe de l'acier, l'utilisation des déchets de poussière de charbon pour remplacer d'autres combustibles, l'utilisation de la chaleur perdue dans les machines à papier pour réduire la consommation totale d'énergie, et l'utilisation de solvants à peinture comme combustible dans les fours de séchage.

Petites entreprises

Le Secrétariat à la petite entreprise, centre des questions touchant les petites entreprises, a élaboré et évalué des politiques et des programmes nationaux touchant les PME.

Le Programme d'intégration des diplômés à la PME, qui a produit environ 1 500 emplois dans le secteur de la PME, a été terminé à la fin de l'année 1979-1980. Le financement a été fourni par l'intermé-

diaire de la composante de croissance économique du Canada au travail de la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada (CEIC).

Le nouveau Programme des associations d'entreprises a été établi dans neuf provinces en avril 1979 grâce à des fonds du Programme de la Compagnie des jeunes travailleurs de la CEIC. Le programme a permis de créer des emplois pour 130 diplômés d'universités et de collèges dans des associations d'entreprises dans tout le pays, représentant neuf secteurs de l'industrie ou du commerce. Parmi les travaux effectués, citons des recherches, des études de marchés, des analyses statistiques, des fonctions administratives et de bureau.

Une deuxième édition de la publication Nouvelles statistiques sur la petite entreprise au Canada (1979) a été publiée à l'intention des chercheurs professionnels avec une autre publication destinée au grand public et intitulée Profil statistique de la petite entreprise au Canada. Environ 10 000 personnes ont reçu ces publications.

En outre, une enquête sur les cours de gestion offerts dans les établissements post-secondaires au Canada a été effectuée et les résultats ont été publiés à l'intention

de l'industrie. Environ 600 cours ont été répertoriés et les activités d'enseignement d'autres établissements et associations commerciales ont été étudiées.

Le premier numéro du bulletin trimestriel "Le monde de la petite entreprise" a été publié au printemps 1979. Il renferme des renseignements sur les politiques et la législation gouvernementales qui touchent les petites entreprises et il a été distribué aux associations d'entreprises, aux universités, aux banques et aux bureaux régionaux d'Industrie et Commerce.

Le Secrétariat a appuyé le Programme fédéral de promotion de la sous-traitance avec les entreprises canadiennes en collaboration avec le ministère des Approvisionnement et Services. Proposé au départ en 1978, le programme a fait l'objet de longues négociations pour encourager les 50 plus gros fournisseurs du gouvernement à accorder des contrats de sous-traitance aux compagnies canadiennes. Les petites entreprises, surtout dans le secteur de la technologie de pointe, devraient être les principaux bénéficiaires du programme.

Liaison avec les institutions financières et les sociétés

La Direction de la liaison avec les institutions financières et les sociétés étudie les institutions, les marchés et les mécanismes financiers impliqués pour atteindre les objectifs du ministère.

Elle a servi de point de départ pour des études sur la compétitivité du financement des exportations canadiennes et a représenté le mi-

nistère lors d'une série de réunions internationales sur ce sujet.

La Direction conseille le ministère sur les sociétés financières de la Couronne, les autres sociétés de la Couronne, les établissements financiers, et les tendances, structures et activités financières de l'industrie canadienne.

Services administratifs

Les progrès se sont poursuivis au cours de l'année financière en vue d'optimiser les services administratifs centralisés offerts aux activités du ministère au bureau principal et dans les bureaux régionaux.

Les principales activités ont englobé:

- l'installation de trois centres supplémentaires de traitement des mots, ce qui porte leur total à huit;
- la révision des procédures et des formules pour la transmission des télécommunications pour coïncider avec l'installation d'un lecteur optique de caractères (LOC);
- l'introduction d'un nouveau système destiné à surveiller la correspondance adressée aux ministres du ministère en combinant des techniques micrographiques et informatiques.

Une étude des besoins de locaux du ministère a été réalisée dans le cadre d'un contrat passé avec le Bureau des conseillers en gestion (ministère des Approvisionnement et Services).

SERVICE DES DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX ET
MARKETING INTERNATIONAL

Direction générale des projets
outré-mer

La Direction générale des projets outre-mer (DGPO), qui aide les compagnies canadiennes recherchant des contrats pour des projets de biens d'équipement à l'étranger, a concentré ses activités dans les pays les moins développés où l'on a besoin le plus souvent de projets entièrement intégrés. On procède à l'identification des projets étrangers pour ensuite aider l'industrie canadienne à répondre à ces possibilités. La Direction générale a encouragé l'industrie à former des consortiums, a offert son aide et ses conseils pour rassembler des propositions de financement concurrentiel et mobilisé l'appui du gouvernement fédéral pour réaliser des projets outre-mer.

La Direction générale a coordonné les aspects opérationnels du financement des exportations en collaboration avec la Société pour l'expansion des exportations, l'Agence canadienne de développement international, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et diverses autres banques régionales et institutions financières internationales. Elle a mis en place des mécanismes de financement concurrentiels et particuliers pour les exportateurs canadiens. Parmi les succès récents dans ce domaine, citons le projet de centrale thermique de Suralaya en Indonésie, d'une valeur approximative de \$200 millions, et le projet d'usine de pâte à papier blanchie de Ruzomberok en Tchécoslovaquie, d'une valeur de \$300 millions.

Dans le cadre du programme d'aide technique destiné à fournir au

secteur public des conseils d'experts avec remboursement des coûts en vue d'améliorer la mise en marché des exportations canadiennes, des accords ont été signés pour la fourniture de deux aéroports et d'un complexe de détention au gouvernement de Trinidad et Tobago.

Projets de promotion

Le Programme des projets de promotion (PPP) a dépensé \$6,5 millions en 1979-1980 en vue de promouvoir la vente de biens et services canadiens à l'étranger.

Le programme a aidé 785 compagnies à participer à 62 expositions commerciales. Des kiosques d'information ont été installés dans 17 autres foires commerciales. Lors de ces expositions, les ventes canadiennes sur place ont été estimées à \$44 millions, tandis que les ventes futures devraient atteindre \$1450 millions.

Environ 300 hommes d'affaires canadiens ont participé à 29 missions commerciales parrainées par Industrie et Commerce dans 24 pays. De même, 892 hommes d'affaires, fonctionnaires, acheteurs et délégués commerciaux de 43 pays étrangers ont été invités au Canada.

Programmes de défense

Le Canada a poursuivi ses travaux avec les alliés surtout dans le cadre d'accords coopératifs de recherche, de développement et de production (RDP) du matériel de défense.

Des réunions organisées dans le cadre de l'Accord canado-américain de partage de l'expansion et de la production du matériel de défense ont abouti à la formation de nouveaux groupes de travail pour pro-

mouvoir le commerce avec les entrepreneurs américains de matériel militaire et de défense.

Des réunions régulières de RDP ont eu lieu avec la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, la Norvège, la Suède, la République fédérale d'Allemagne et la Hollande. On a mis davantage l'accent sur la promotion des contacts industriels directs entre le Canada et les pays de l'OTAN. Les efforts et les programmes coopératifs qui en ont découlé dans le domaine du matériel de défense, dont bon nombre ont des applications commerciales, se rapportaient aux domaines à haute technologie comme les avions de transport, les moteurs et les pièces d'avion, les simulateurs de vol et le matériel de navigation et de communications.

Des programmes de commercialisation du matériel de défense ont été mis au point avec un certain nombre de pays amis non membres de l'OTAN. Ces programmes vont d'une participation à une Conférence sur la haute technologie au Japon à des possibilités d'exportation vers des pays comme l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie et le Maroc.

Les exportations canadiennes de matériel de défense ont atteint \$556,1 millions contre \$409,1 millions pour les importations.

Service des délégués commerciaux et des bureaux régionaux au Canada

Le Service des délégués commerciaux et des bureaux régionaux au Canada comprenait 11 bureaux régionaux au Canada et 89 missions dans 66 pays étrangers en 1979-1980.

La décentralisation a considérablement amélioré l'accès au large éventail de programmes de dévelop-

pement industriel et commercial offerts par le ministère. Les bureaux régionaux sont demeurés les centres nerveux pour les relations du ministère avec les administrations provinciales.

Les 10 Centres d'information des entreprises, qui fournissent des renseignements sur les programmes d'aide des gouvernements fédéral et provinciaux, ont reçu 80 000 demandes de renseignements et 4 200 visiteurs en 1979-1980.

Les missions commerciales ont continué à jouer un rôle important dans le développement des relations commerciales, des politiques commerciales et des exportations en identifiant les possibilités d'exportation et en aidant les entreprises canadiennes à exploiter ces débouchés.

Au cours de l'année, les missions commerciales ont répondu à près de 120 000 demandes de renseignements et ont aidé plus de 26 000 visiteurs. Il en est résulté plus de 2 200 nouvelles liaisons commerciales et plus de 1 500 ententes de représentation.

Export Canada '79

Export Canada '79, nouveau programme d'une durée d'un an destiné à aider les petites et moyennes entreprises à pénétrer pour la première fois sur le marché américain ou à accroître leurs exportations présentes vers les États-Unis, a, selon les estimations, fait augmenter les ventes aux États-Unis d'environ \$50 millions au cours de l'année étudiée. Ce programme, recommandé dans le rapport d'un groupe d'étude spécial ministériel, a reçu \$1,6 million par l'intermédiaire du ministère d'État au Développement économique.

Le programme a attiré environ 850 entreprises à une série de 44 séminaires éducatifs approfondis destinés à préparer les entreprises à exporter pour la première fois aux États-Unis et à informer le monde des affaires de l'importance des exportations de l'économie canadienne. Les séminaires ont eu lieu dans de petits et de gros centres dans tout le Canada.

Le programme a fait largement usage de manifestations commerciales qui présentaient un potentiel d'accroissement des exportations des petites et moyennes entreprises vers les États-Unis. Le ministère, les autorités provinciales et l'industrie ont aidé le programme Export Canada '79 à identifier un certain nombre de petites manifestations commerciales régionales qui convenaient particulièrement aux objectifs et aux aptitudes des petites entreprises, dont les exemples suivants:

- l'Exposition agricole Empire Farm Days à Syracuse (New York) où neuf fabricants canadiens de matériel agricole ont réalisé sur place des ventes de \$70 000 avec des perspectives de ventes de près de \$2 millions;

- le Salon canadien du vêtement d'extérieur (SCVE) à Winnipeg, qui a reçu la visite d'une délégation d'environ 200 acheteurs américains;

- le Salon de la technologie de pointe à Boston, qui a attiré plus de 500 acheteurs américains. Au total, 97 compagnies de huit provinces ont participé à cette foire commerciale solo, faisant de cette foire la plus grande manifestation commerciale canadienne de promotion solo jamais organisée par le ministère à l'étranger.

Plusieurs activités à vocation régionale d'Export Canada '79 ont été intégrées dans le programme permanent des foires et des missions commerciales du ministère.

RELATIONS COMMERCIALES
INTERNATIONALES

Direction générale des relations
générales

Les Négociations commerciales multilatérales (NCM) ont connu un dénouement fructueux en 1979 et ont beaucoup contribué à l'avènement d'une production plus spécialisée et à plus grande échelle au Canada. Ceci devrait contribuer au développement d'une structure industrielle plus rationnelle, plus efficace et plus concurrentielle.

La conclusion des NCM a été marquée par la signature d'un certain nombre d'accords en décembre, dont l'Accord sur le protocole tarifaire et l'Accord sur le commerce des aéronefs civils. En outre, plusieurs accords touchant des mesures non tarifaires ont été signés, notamment sur les obstacles techniques au commerce, les subventions et les droits compensatoires, les mesures antidumping, la valeur en douane et les licences d'importation.

La mise en oeuvre des accords des NCM devrait simplifier et libéraliser le commerce international.

Relations commerciales générales

Les politiques commerciales canadiennes ont été coordonnées en fonction des implications actuelles et possibles des principaux développements survenus dans les politiques et les pratiques internationales. Parmi les domaines d'activités, citons les NCM, les relations Nord-Sud et les consultations fédérales-provinciales pour la politique commerciale.

Le Canada va participer activement aux efforts de coordination de la politique internationale au niveau général et au niveau de certains secteurs. Parmi les questions générales soulevées, citons le financement des exportations, les transports, le développement du Nord, la politique de concurrence et le transfert technologique. Des discussions ont eu lieu sur les problèmes et les développements survenus dans certains secteurs comme les véhicules automobiles, la sidérurgie, les industries océaniques, le matériel de transport en commun urbain, l'énergie et les minerais.

Relations sur le commerce des produits

Le Canada a participé à la négociation fructueuse d'un nouvel Accord international sur le caoutchouc naturel et à des réunions préparatoires concernant des accords internationaux sur le cuivre, le thé, le tungstène, le bois tropical, le jute et les fibres dures.

Les Accords internationaux sur le sucre, l'étain, le cacao et le café sont restés en vigueur. La participation canadienne visait à remplir les obligations et à protéger les intérêts du Canada en tant que membre consommateur.

En outre, les aspects agricoles des Négociations commerciales multilatérales du GATT ont été réglés. Cependant, aucune entente n'est intervenue à propos d'un nouvel Accord international sur le blé et les discussions se poursuivront en 1980-1981.

Europe de l'Est

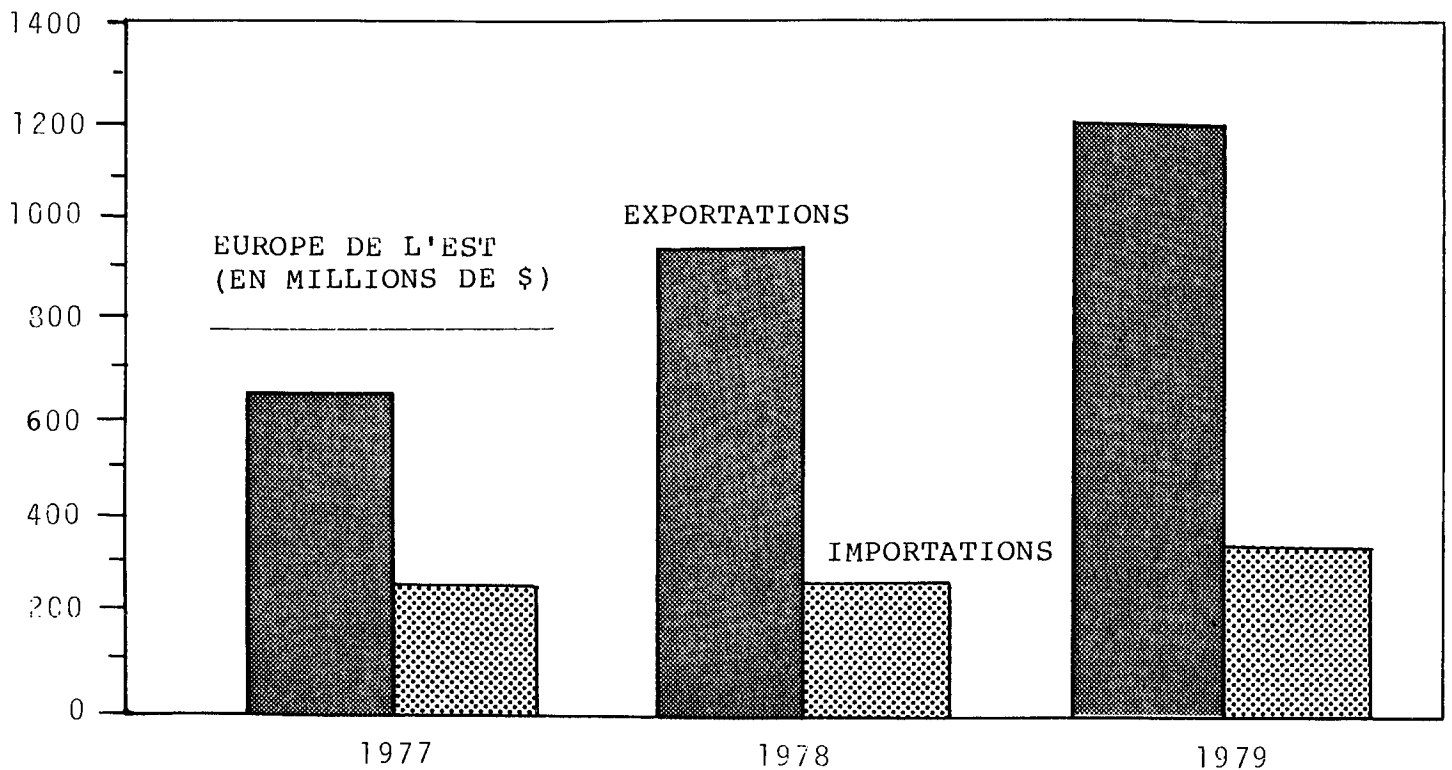
Les exportations canadiennes vers l'Europe de l'Est ont augmenté de 30,6 pour cent en 1979 pour atteindre le chiffre record de \$1,2 milliard. Les importations ont augmenté de 29,9 pour cent pour atteindre \$327 millions, ce qui laisse le Canada avec une balance commerciale positive de \$877 millions.

Les ventes de céréales à la Pologne et à l'Union Soviétique ont de nouveau dominé les exportations à destination de cette région, et les ventes de la catégorie des aliments, aliments pour animaux, boissons et tabac ont représenté 53,7 pour cent du total des exportations. L'U.R.S.S. est demeurée le principal partenaire commercial du Canada dans cette région avec 63,4 pour cent de nos exportations. Les relations commerciales avec l'Union Soviétique ont été affectées par les décisions visant à limiter les relations politiques et économiques par suite de l'invasion soviétique en Afghanistan.

Des consultations commerciales bilatérales ont eu lieu avec des pays de l'Europe de l'Est, dont la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie. La réunion de la Commission économique mixte avec l'Union Soviétique a été reportée et les discussions commerciales avec la Hongrie ont été renvoyées au milieu de l'année 1980.

Le cinquième Accord à long terme sur les grains entre le Canada et la Pologne a été signé à Varsovie et prévoit des livraisons annuelles variant entre 1,1 et 1,5 million de tonnes de 1980 à 1982 inclusivement.

L'Énergie Atomique du Canada Ltée (EACL) a fait la promotion de son réacteur nucléaire CANDU en Yougoslavie et ce pays devrait prendre une décision finale en 1981 à propos d'un programme d'énergie nucléaire. Un succès en Yougoslavie complèterait les contrats précédents signés avec la Roumanie et qui sont entrés en vigueur le 11 mai 1979.



Le ministère a parrainé des kiosques d'information dans des foires commerciales en Tchécoslovaquie, Pologne, Yougoslavie et République fédérale d'Allemagne. Une promotion à grande échelle a été organisée pour l'Exposition de machines pour l'industrie forestière en Union Soviétique, Lesdrevmash.

Parmi les missions commerciales venues au Canada au cours de l'année, citons les visites du ministre tchécoslovaque de l'Industrie et de représentants de l'industrie forestière yougoslave et de l'industrie hongroise du colza.

Europe de l'Ouest

Les exportations canadiennes vers l'Europe de l'Ouest ont augmenté de 51,1 pour cent pour atteindre \$8,3 milliards en 1979, tandis que les importations augmentaient de 19,9 pour cent pour atteindre \$6,8 milliards. La Grande-Bretagne est toujours le principal marché du Canada en Europe et représente 31,2 pour cent du total de nos exportations vers cette région.

La Communauté économique européenne est la plus grosse entité commerciale au monde et le deuxième partenaire commercial du Canada. En 1979, les ventes canadiennes à destination de la CEE ont atteint \$7,2 milliards, tandis que les importations passaient à \$5,6 milliards.

Les échanges commerciaux du Canada avec les autres pays de l'Europe de l'Ouest ont continué leur progression et les exportations sont passées de \$642 millions en 1978 à \$1,1 milliard en 1979, tandis que les importations passaient de \$1 à 1,2 milliard.

L'un des principaux objectifs du Ministère consiste à créer et à maintenir un milieu favorable pour

l'expansion et la diversification des relations des entreprises canadiennes avec cette région. Après la conclusion des Négociations commerciales multilatérales (NCM), la communication des résultats a constitué une importante responsabilité.

Les activités du Ministère en Europe ont été concentrées dans trois secteurs principaux: coopération économique, accès aux marchés et promotion des exportations.

1) Coopération économique

Un large éventail d'activités ont été poursuivies en vertu des dispositions de l'Accord cadre signé avec la CEE. Un certain nombre de groupes de travail composés d'hommes d'affaires et de hauts fonctionnaires du Canada et de la CEE ont étudié les possibilités de coopération industrielle dans des secteurs particuliers, comme l'industrie aérospatiale, la péri-informatique et les télécommunications. La coopération industrielle s'est poursuivie entre les chercheurs canadiens et leurs collègues suédois et finlandais et entre des compagnies canadiennes et norvégiennes dans le domaine de l'exploration pétrolière et gazière en mer.

2) Accès aux marchés

Après la conclusion des Négociations commerciales multilatérales (NCM), le Ministère a intensifié l'identification des possibilités d'exportations dans la CEE, en Norvège, en Suède, en Finlande, en Autriche, en Suisse et dans les autres pays de l'Europe de l'Ouest. En collaboration avec les missions des délégués commerciaux, le Ministère a commencé à informer l'industrie canadienne de l'amélioration des conditions d'accès et des dispositions contenues dans les divers

codes de conduite qui ont été négociés. Des discussions ont eu lieu avec la CEE sur les problèmes posés à certaines exportations particulières canadiennes comme le maïs et les pommes de terre de semence, les criblures de céréales, le papier journal, la viande de porc, la semence de fléole des prés et les produits sidérurgiques. Plusieurs questions concernant l'accès des exportations canadiennes ont été soulevées avec la CEE et certains pays à propos de produits comme le fromage, le boeuf de haute qualité, les veaux d'engraissement, les textiles synthétiques, les peaux de phoque et le poisson.

3) Promotion des exportations

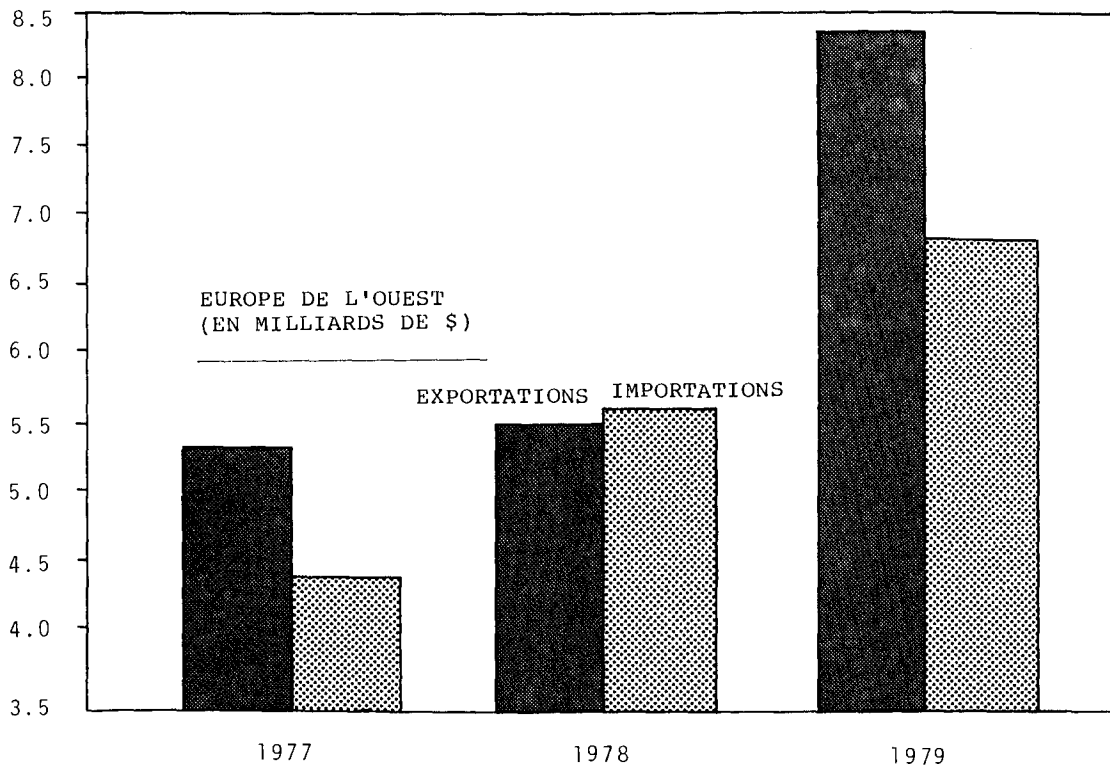
Au cours de l'année, le Canada a participé à 35 foires commerciales dans la région et 17 missions commerciales ont été organisées au Canada et à l'étranger. Environ 53 pour cent du budget total du Ministère consacré aux projets de promotion a été dépensé dans cette zone. Le PDME a étudié 729 demandes de projets touchant l'Europe.

Au cours de l'année, le Canada a eu des réunions avec la CEE, avec des pays membres de la CEE et avec d'autres pays, y compris les consultations semestrielles avec la Commission de la CEE à Bruxelles et à Ottawa et avec le Comité permanent Canada Royaume-Uni. Le Ministère a accueilli des missions de la République fédérale d'Allemagne et de Hollande et une mission de coopération industrielle composée de cadres supérieurs d'entreprises italiennes.

Hémisphère occidental

États-Unis

Le commerce bilatéral entre le Canada et les États-Unis a atteint près de \$90 milliards en 1979 contre \$72 milliards en 1978. Les exportations ont totalisé \$44,5 milliards contre \$45,4 milliards pour les importations, ce qui donne un déficit de \$897 millions. Le déficit de la balance des paiements sur les comptes courants a atteint \$7,64 milliards en 1979, dont \$581 millions pour le tourisme.

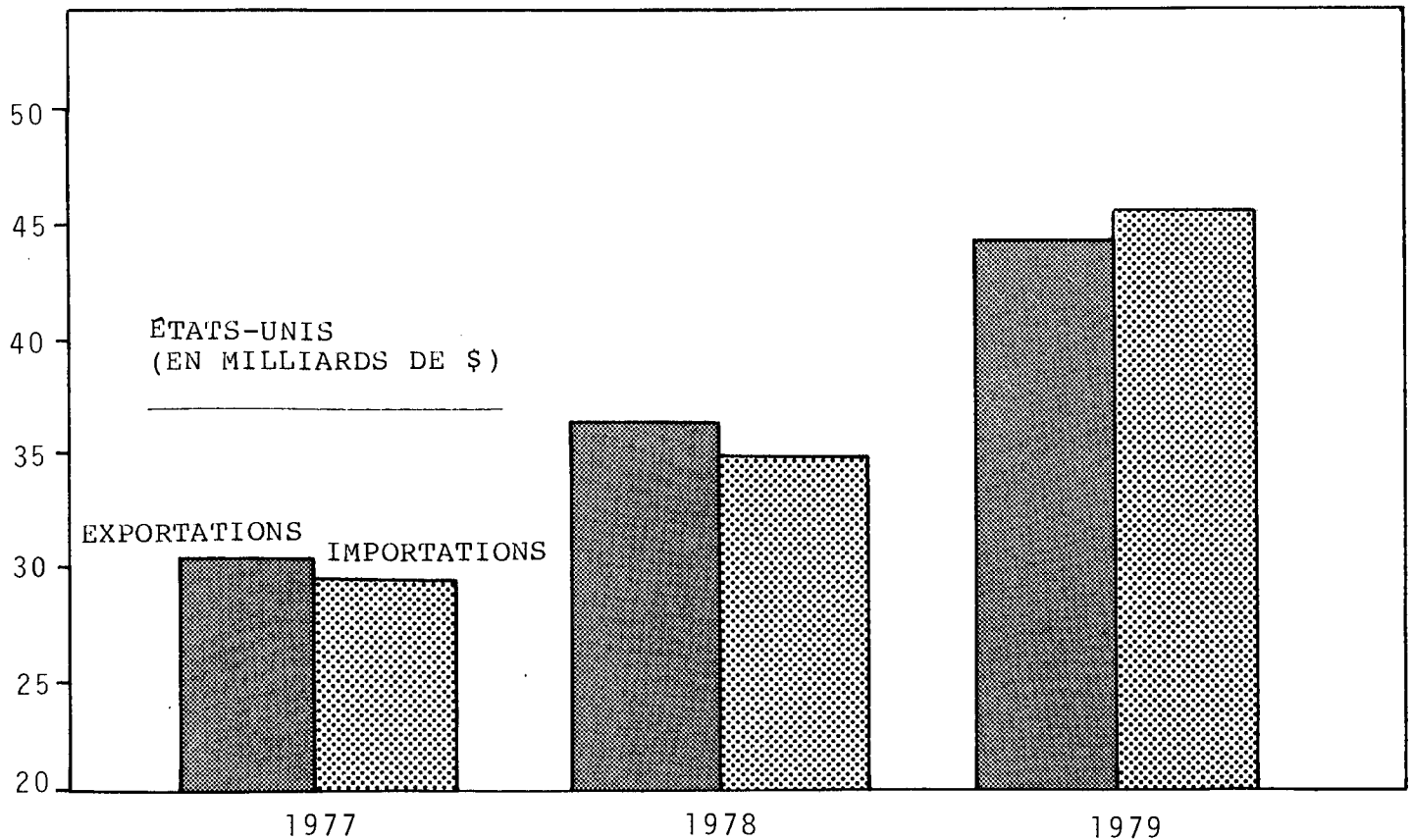


Le 1^{er} janvier 1980, a été appliquée la première de huit réductions annuelles des droits de douane sur la plupart des numéros tarifaires américains négociés lors du Tokyo Round du GATT. L'entrée en vigueur des réductions de tarifs douaniers négociés lors du Tokyo Round, ainsi que des codes des obstacles non tarifaires, favorisera la libéralisation du commerce avec les États-Unis dans les années 80. Le quota d'importation sur les aciers spéciaux expédiés aux États-Unis a été prolongé de huit mois jusqu'au 14 février 1980.

Les discussions bilatérales se sont poursuivies à propos des lois fiscales américaines touchant la participation des citoyens américains à des congrès à l'extérieur des États-Unis. Cette question constituait une préoccupation permanente pour l'industrie canadienne des congrès.

Amérique latine

Les exportations canadiennes à destination de l'Amérique latine ont atteint \$1,9 milliard en 1979, soit une augmentation de 16 pour cent par rapport à 1978. Près de



40 pour cent de ces échanges ont porté sur des produits entièrement manufacturés. Les quatre principaux marchés, soit le Venezuela, le Brésil, l'Argentine et le Mexique, ont représenté 84 pour cent des ventes canadiennes dans cette région.

Les visites effectuées par de hauts fonctionnaires au cours de l'année ont reflété l'importance croissante attachée aux relations commerciales du Canada avec les pays de l'Amérique latine. Par exemple:

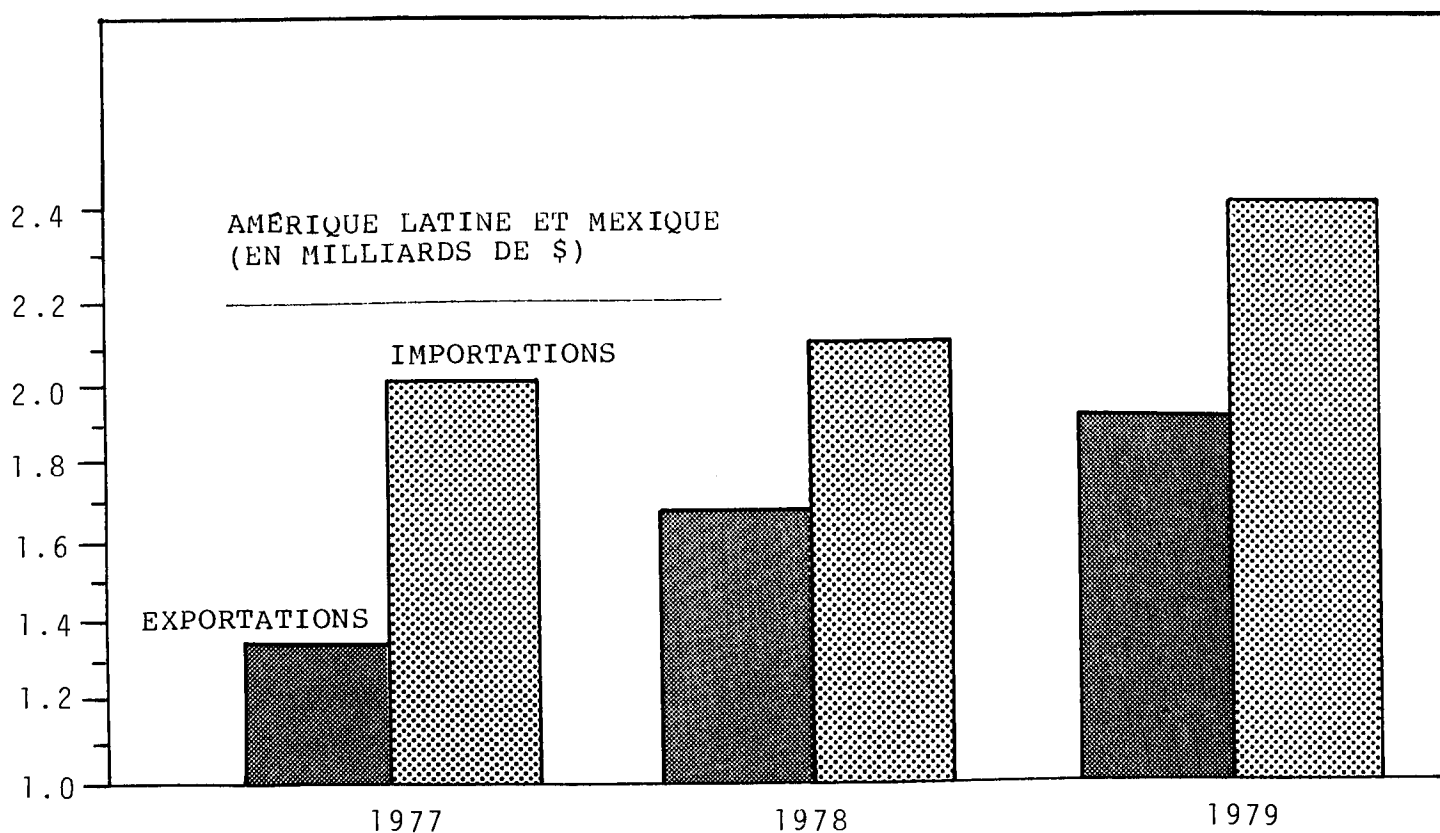
- le ministre d'État au Commerce international a visité la Colombie, l'Équateur, le Pérou et l'Argentine;
- le ministre responsable de la Commission canadienne du blé s'est rendu au Brésil pour signer un nouvel accord de trois ans pour la

vente de blé à ce pays;

- de hauts fonctionnaires mexicains sont venus au Canada après la signature d'un accord de coopération industrielle en mai 1979; et

- des missions techniques ont été organisées en Colombie et en Équateur pour identifier les secteurs et les projets qui présentent un potentiel pour les exportations canadiennes.

Les activités de l'Association canadienne pour l'Amérique latine et les Antilles (CALA) et de la Chambre de commerce canado-brésilienne ont continué à compléter les efforts d'expansion commerciale du Ministère. La septième conférence de la CALA, organisée à Calgary, a attiré plus de 350 délégués et des représentants de la plupart des



pays d'Amérique latine. Le Ministère a organisé une nouvelle fois une réunion entre des représentants de la CALA et de la Chambre de commerce et des hauts fonctionnaires du gouvernement pour échanger des points de vue sur les divers aspects des relations du Canada avec les pays de l'Amérique latine.

Antilles et Amérique centrale

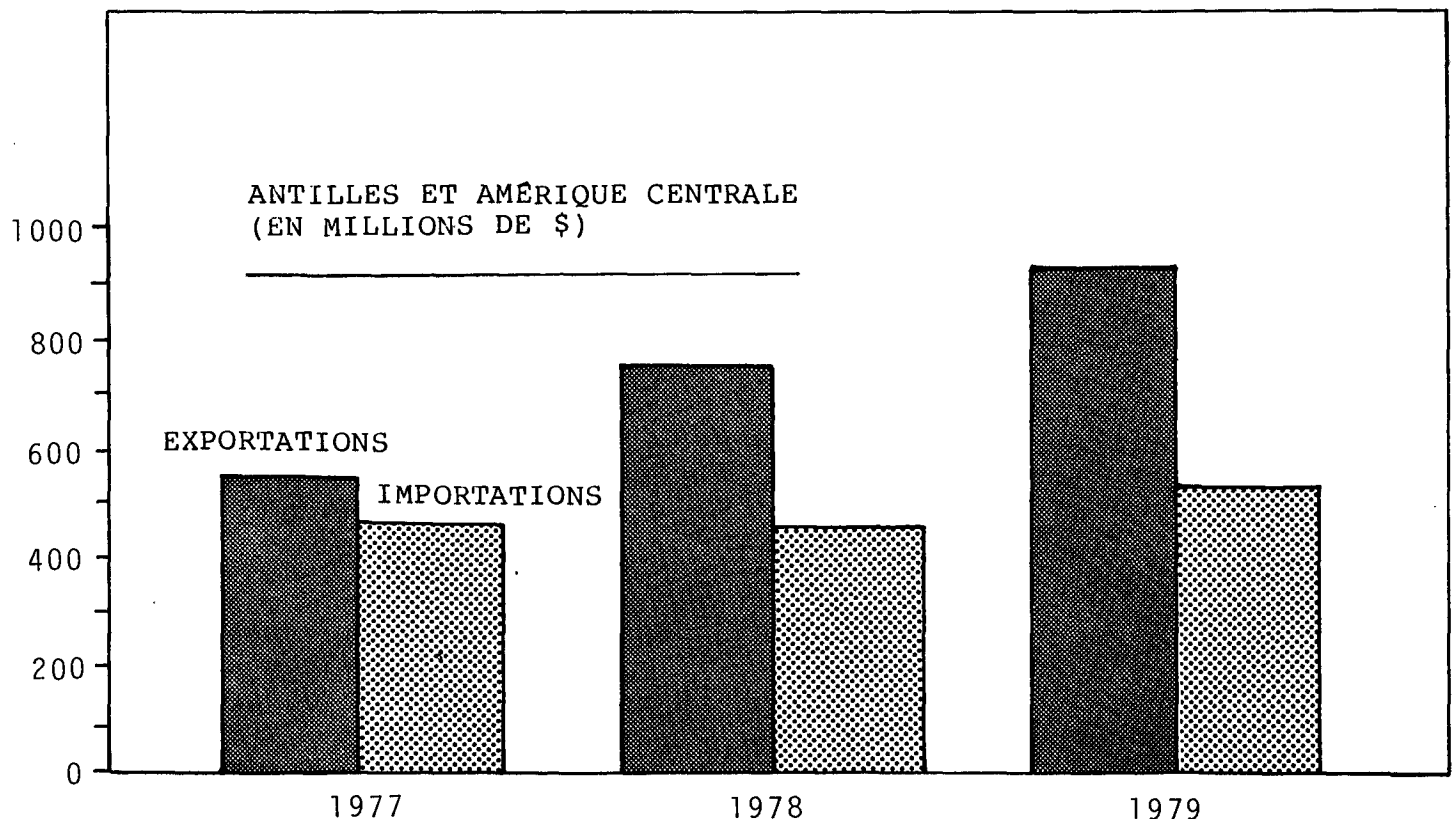
Les exportations canadiennes à destination des Antilles et de l'Amérique centrale ont augmenté de 25 pour cent en 1979 pour atteindre \$931 millions. Cuba (\$237 millions), Trinidad (\$126 millions) et Porto Rico (\$110 millions) sont demeurés les principaux marchés.

La première réunion du Comité mixte commercial et économique de la Communauté Canada-Antilles (CARICOM) s'est déroulée à Ottawa en novembre 1979.

L'exposition de textiles canadiens organisée par le Ministère à Trinidad a procuré un chiffre record de ventes sur place de \$2,3 millions. Des expositions semblables ont été organisées pour la première fois à la Barbade et à Panama.

Le Ministère a participé à une mission commerciale de la CALA à Cuba et a parrainé une mission composée de représentants d'entreprises de la sidérurgie et de la construction vers les Antilles. Le Ministère a également parrainé des missions commerciales composées de fonctionnaires des services électriques de l'Amérique centrale et de fonctionnaires du transport ferroviaire et urbain de Costa Rica.

Des firmes canadiennes de construction et d'ingénierie ont obtenu d'importants contrats à Trinidad et Costa Rica, alors que des gains



considérables ont été réalisés dans la vente de produits alimentaires, de machines, de matériel électrique et de produits forestiers.

Afrique et Moyen-Orient

Afrique

Les relations commerciales et industrielles du Canada avec l'Afrique ont continué à s'améliorer en 1979 et les exportations ont atteint \$872 millions et les importations \$497 millions. L'Algérie est demeurée le principal marché individuel des exportations canadiennes avec \$215 millions.

Le Ministère a parrainé des missions commerciales vers des pays africains, dont certaines impliquaient des ministres, et a participé à des foires commerciales en Algérie et au Maroc. Le Ministère a également aidé à préparer des missions commerciales provinciales en Afrique.

De nouveaux bureaux de délégués commerciaux ont été ouverts au Sénégal et en Tunisie, un bureau commercial au Cameroun et le bureau de la Zambie a été déménagé au Zimbabwe.

Moyen-Orient

Les exportations canadiennes à destination du Moyen-Orient ont atteint \$607,5 millions en 1979 contre \$601,5 millions l'année précédente.

Le Ministère a participé aux foires commerciales internationales de Bagdad en Irak et d'Izmir en Turquie.

Au cours de l'année financière, des

plans ont été établis pour la troisième réunion du Comité économique et commercial conjoint Canada-Arabie Saoudite qui doit se dérouler à Ottawa en juin 1980.

Asie et Pacifique

Asie

Les exportations canadiennes vers l'Asie ont atteint \$2,04 milliards en 1979, soit une augmentation d'environ 17,5 pour cent par rapport au chiffre de \$1,74 milliard atteint en 1978. La République populaire de Chine est demeurée le plus gros marché avec 29 pour cent des exportations canadiennes destinées à cette région. Les autres principaux acheteurs ont été la Corée, l'Inde, Hong Kong et Taïwan. Les exportations à destination de la Corée, de Singapour, de Hong Kong et de la Malaisie ont connu des hausses considérables. Les importations de cette zone ont augmenté de 37 pour cent et sont passées de \$1,6 milliard en 1978 à \$2,1 milliards en 1979.

La sixième réunion du Comité commercial conjoint Canada-Chine a eu lieu à Ottawa en avril 1979. En mai, la Société pour l'expansion des exportations (SEE) a signé à Pékin un mémoire d'entente accordant à la Chine une ligne de crédit de \$2 milliards sur une période de cinq ans pour couvrir l'achat de pièces et de services canadiens. Il s'agissait de la plus importante ligne de crédit jamais accordée par la SEE.

Le ministre chinois du Commerce extérieur est venu en visite au Canada en octobre à la tête d'une délégation de hauts fonctionnaires. Au cours de cette visite, l'Accord commercial Canada-Chine a été re-

nouvelé et un Protocole de coopération économique a été signé dans le cadre de cet accord.

Le Gouverneur de Hong Kong et le Premier ministre de Thaïlande sont venus au Canada au cours de l'année pour entamer des discussions commerciales.

Le potentiel des échanges avec l'Inde a été accru par une visite au Canada de membres de la Fédération des Chambres de commerce et d'industrie de l'Inde. L'Association des manufacturiers canadiens a organisé à Toronto un colloque sur l'Inde.

La première vente de charbon thermique canadien à la Corée a été réalisée. Elle impliquait la fourniture de 3,8 millions de tonnes sur une période de cinq ans.

Pacifique

Les exportations canadiennes dans la région du Pacifique ont augmenté de 33 pour cent pour passer de \$3,5 milliards en 1978 à \$4,7 milliards en 1979. Les importations n'ont augmenté que de 1,5 pour cent et sont passées de \$2,73 milliards en 1978 à \$2,77 milliards en 1979, principalement en raison d'une baisse de quatre pour cent des importations en provenance du Japon. Cependant, le Japon est demeuré le principal marché dans la région. Les exportations canadiennes vers ce pays ont augmenté de 33 pour cent par rapport à 1978 pour dépasser \$4 milliards.

Le commerce bilatéral avec l'Australie a dépassé pour la première fois le seuil de \$1 milliard. Les exportations (\$559 millions) ont augmenté de 35 pour cent et les importations (\$464 millions) de 30 pour cent. Les exportations vers la Nouvelle-Zélande ont connu une hausse de 32 pour cent pour atteindre \$90 millions et les importations ont augmenté de 34 pour cent pour arriver à \$135 millions.

La deuxième réunion annuelle du Comité de coopération commerciale Canada-Japon a eu lieu à Toronto en mai 1979 avec la participation de plus de 120 cadres supérieurs japonais. Elle a permis d'étudier les perspectives et les problèmes du commerce bilatéral dans divers secteurs.

Tout au long de l'année 1979, Le Canada a accueilli un certain nombre de parlementaires et de hauts fonctionnaires japonais intéressés par les réacteurs CANDU pour le programme énergétique du Japon.

Des discussions ont eu lieu en novembre 1979 avec des représentants de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande à Canberra et Wellington sur l'avenir des traités préférentiels bilatéraux de commerce.

Le Ministère a réalisé une série d'expositions présentant des produits manufacturés canadiens au Centre de commerce du Canada à Tokyo et a parrainé un certain nombre de missions commerciales pour appuyer les efforts de commercialisation au Japon, en Australie et en Nouvelle-Zélande.

EXPANSION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Textiles et produits de consommation

Industrie textile

La valeur du dollar canadien sur les marchés internationaux, combinée à des restrictions sur certaines importations, a permis à l'industrie de réaliser des gains importants de production au cours de l'année financière, malgré des indices de récession qui sont apparus au cours du dernier trimestre de 1979 et qui se sont pleinement matérialisés au début de l'année 1980. Pour la deuxième année consécutive, les nouvelles augmentations des dépenses en capital ont dépassé en pourcentage celles de tout le secteur manufacturier.

Tout au long de l'année, les activités d'exportation sont restées exceptionnellement dynamiques. L'Exposition canadienne du textile, présentée dans les Antilles avec l'aide de la Direction, a rapporté les ventes sur place les plus élevées jamais obtenues, alors que les perspectives de ventes des participants canadiens au Salon des revêtements de parquet de l'Australie à Sydney dépassaient \$31 millions.

Des plans ont été établis pour un nouveau programme d'exposition sur les marchés européens en participant au Salon international des textiles pour vêtements Interstoff 80 à Francfort.

Industrie du vêtement

Des mesures spéciales de protection et le réalignement de la monnaie canadienne ont contribué à l'amélioration considérable de l'industrie qui a atteint 113 200 emplois au cours de l'année. En termes

réels, la valeur des expéditions a augmenté de trois pour cent et celle des exportations de 16 pour cent par rapport aux résultats de l'an dernier. Les importations ont augmenté de deux pour cent.

Au cours de l'année, le Ministère a fourni des garanties de prêts à cinq compagnies pour un total de \$800 000. Une aide financière de \$400 000 a été approuvée pour 21 études de faisabilité sur la productivité.

Avec l'aide financière du Ministère, l'industrie canadienne du vêtement a participé à huit expositions commerciales de promotion. En conséquence:

- des ventes de \$4,5 millions ont été réalisées avec des produits en fourrure montrés à New York et à Tokyo;

- des ventes de \$670 000 de vêtements de sport ont été réalisées à Munich et à Las Vegas;

- une exposition de vêtements de loisirs et d'extérieur au Centre de commerce du Canada à Tokyo a produit \$400 000 de ventes;

- des ventes de \$210 000 ont été réalisées lors de la Semaine internationale de la mode masculine à Cologne;

- des ventes de \$125 000 ont été réalisées lors du Salon de la mode féminine et de l'Exposition solo de vêtements pour femmes à New York;

- des ventes de \$3 millions ont été réalisées lors du Salon canadien du vêtement d'extérieur (SCVE) à Winnipeg. Parmi les visiteurs de cette exposition, se trouvaient 65 acheteurs étrangers dont la présence était due à un projet du Ministère.

Le Ministère a poursuivi son aide financière au programme d'accroissement de la productivité dans l'industrie manitobaine et a élaboré un format pour étudier les besoins spécifiques de l'industrie en Ontario et au Québec en vue de lancer des programmes semblables dans ces provinces.

Industries du cuir et de la chaussure

La production, l'emploi et les bénéfices dans l'industrie de la chaussure se sont améliorés pour la deuxième année d'une période triennale de quotas globaux sur les importations de chaussures en cuir et en vinyle.

La production totale de chaussures est passée de \$517 millions l'an dernier à \$650 millions et les exportations de \$39,8 à 42 millions. Le nombre d'emplois a augmenté de 300 pour atteindre 16 500 postes.

Le prix élevé du cuir a eu des incidences négatives sur l'industrie du tannage qui a connu en 1979 une baisse de 25 pour cent de la production de cuir par rapport à l'année précédente avec 100 millions de pieds carrés.

Avec l'aide du Ministère, ces industries ont participé à trois importantes expositions commerciales en Europe et aux États-Unis qui ont engendré sur place des ventes supérieures à \$2 millions.

Le secteur de la fabrication des sacs à main a augmenté sa production de 21 pour cent avec 6,9 millions de sacs et sa part du marché national est passée de 35 à 40 pour cent.

Bureau de la mode

Le Ministère a mis en oeuvre le Programme d'emploi d'été des jeunes de la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada pour offrir à 78 étudiants en dessin de mode une expérience de travail pratique pendant les mois d'été. Cette initiative a offert des possibilités de formation et d'emploi aux étudiants et a mis 58 fabricants de vêtement au courant des talents disponibles au Canada.

Le Programme d'assistance aux créations de la mode a subventionné de nouveau une présentation des créations de mode canadiennes pour hommes, femmes et enfants. Le Salon des tendances de la mode féminine a été également présenté à Winnipeg en collaboration avec le Salon canadien du vêtement d'extérieur (SCVE).

Le premier numéro de la revue "Canada Fashion-Mode", subventionné par le Ministère, a été bien accueilli à l'étranger et a provoqué des contacts directs avec les fabricants et des visites d'acheteurs étrangers.

Industrie du livre

Les exportations de livres canadiens ont atteint \$39,7 millions en 1979, soit plus du double du chiffre enregistré en 1975, ce qui prouve que les efforts de promotion du Ministère dans l'industrie du livre portent leurs fruits.

L'industrie produit un nombre croissant de livres ayant un attrait international quant à leur format et à leur contenu, tandis que les éditeurs comprennent mieux les possibilités d'exportation.

Le ministère a parrainé des kiosques nationaux à la Foire du livre pour enfants de Bologne en Italie, à l'Exposition de l'American Booksellers Association à Los Angeles et à la Foire du livre de Francfort en République fédérale d'Allemagne. Les États-Unis ont acheté 75 pour cent des livres canadiens exportés et la Communauté économique européenne 22 pour cent.

Le Ministère a géré l'Association pour l'expansion du livre canadien, organisme à but non lucratif créé pour offrir des conseils et une aide financière aux maisons d'édition.

Industrie du meuble

Un programme de foires et de missions commerciales, destiné à encourager les fabricants de meubles à s'établir sur le marché américain, a permis d'améliorer considérablement les résultats à l'exportation des meubles canadiens.

Les fabricants de meubles de bureau ont présenté leurs produits à d'importants architectes, dessinateurs et rédacteurs de devis, lors de huit expositions organisées dans d'importantes villes américaines et de deux expositions canadiennes fréquentées par des visiteurs étrangers sous les auspices du Ministère. Les exportations de meubles de bureau aux États-Unis avoisinent \$100 millions par an et représentent environ 25 pour cent de la production canadienne.

Dans le secteur des meubles résidentiels, le Ministère a transféré la responsabilité de la présentation canadienne sur le Marché du meuble du Sud en Caroline du Nord à une association d'exportation de

meubles parrainée par l'industrie. Les exportations de meubles résidentiels atteignent environ \$40 millions et progressent au taux de 30 pour cent.

Industries de la joaillerie, de l'argenterie et des cadeaux

L'appui du Ministère a surtout consisté à aider les compagnies de ce secteur à identifier, étudier et exploiter les marchés d'exportation.

Parmi les principaux projets du Ministère, citons:

- une série de colloques sur l'exportation à l'intention de l'Association canadienne bijoutière pour préparer une mission d'acheteurs américains au Salon de la bijouterie de Toronto;

- une exposition solo de bijoux au Centre de commerce du Canada à Tokyo avec 11 compagnies participantes qui ont enregistré sur place des ventes de \$200 000. Depuis le début de cette initiative d'expansion des marchés, les exportations de bijoux vers le Japon ont atteint \$1 million;

- une recherche sur la création possible d'un consortium d'exportation par sept artisans québécois en vue de vendre leurs produits en France et en Belgique.

Les exportations vers les États-Unis sont passées de \$5,5 millions en 1979 à \$7 millions en 1980.

Industrie des articles de sport

L'industrie a encore amélioré sa compétitivité sur les marchés ca-

nadiens et étrangers et les exportations représentent près de 20 pour cent des expéditions.

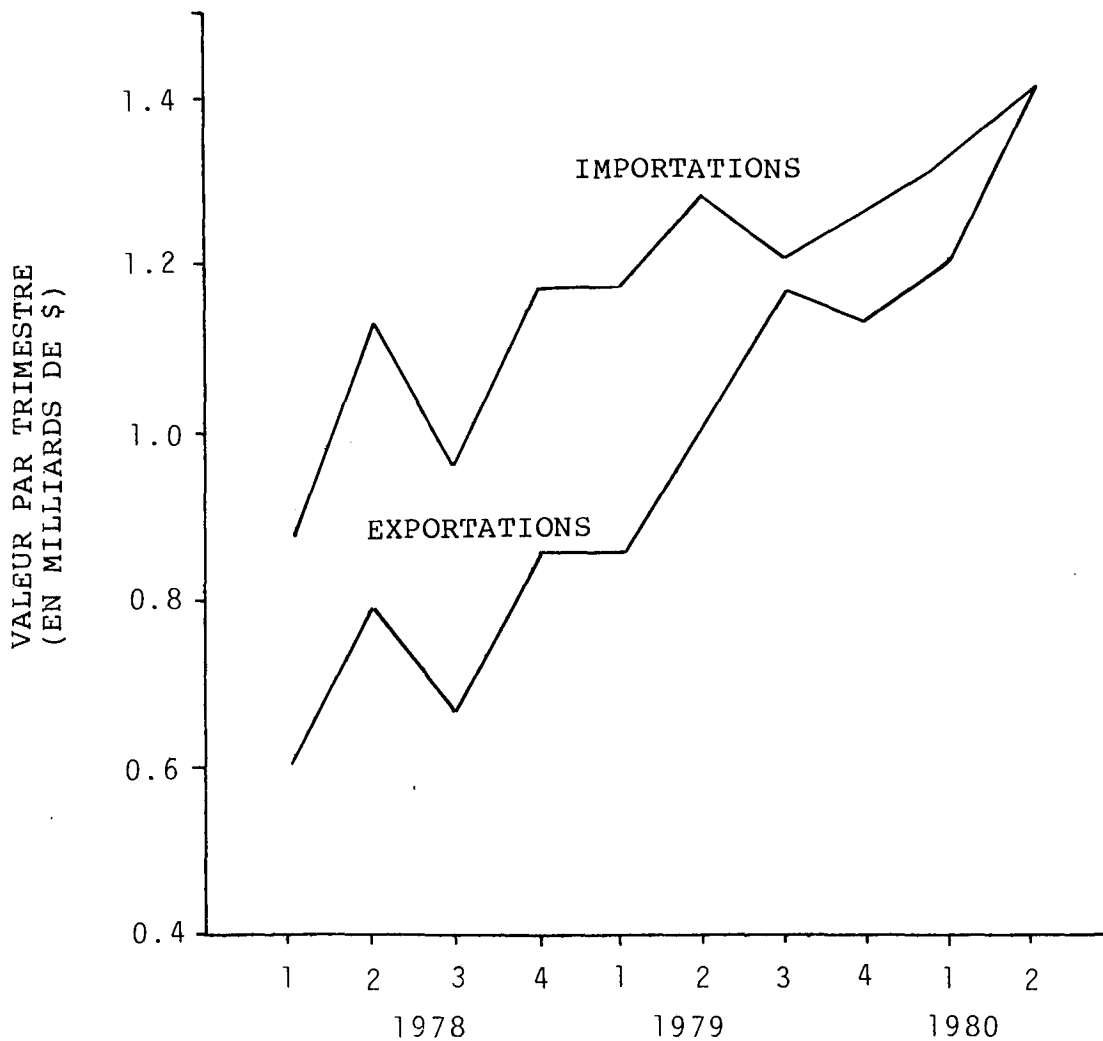
Les États-Unis sont demeurés le principal marché d'exportation mais d'importants progrès ont été enregistrés en Europe de l'Ouest grâce à des expositions parrainées par le ministère lors de deux importants salons européens des articles de sport, SPOGA à Cologne et ISPO à Munich. Lors de ces deux salons, les ventes canadiennes sur place ont atteint \$9 millions.

Le Ministère a également parrainé une mission d'acheteurs européens au Salon de l'Association canadienne d'articles de sport à Montréal.

Produits chimiques

L'industrie des produits chimiques et les secteurs connexes ont connu une augmentation de 20 pour cent de leurs expéditions au cours de l'année, ce qui reflète une amélioration de leur compétitivité internationale provoquée par des coûts favorables du matériel et de

INDUSTRIE DES PRODUITS CHIMIQUES
ET LES SECTEURS CONNEXES



l'énergie et par une expansion mondiale du secteur pétro-chimique. La balance commerciale a poursuivi sa mutation et les importations nettes ont fait place à une situation pratiquement équilibrée.

La Direction a continué à surveiller la compétitivité internationale de l'industrie chimique canadienne. Cette initiative a comporté la mise au point d'une technique destinée à mesurer l'impact des politiques envisagées sur la compétitivité des secteurs de l'industrie.

La Direction a publié un rapport sur l'étude réalisée sur le secteur des produits d'hygiène en collaboration avec les gouvernements provinciaux et l'industrie. Avec des études de fond connexes, ce rapport constituera une base d'examen des options de politiques d'expansion industrielle.

Une étude sur le potentiel de développement industriel dans le secteur des pesticides a été lancée.

Une nouvelle Division des produits d'hygiène a été formée pour couvrir les instruments pharmaceutiques et médicaux. Un colloque sur l'expansion de l'industrie a été organisé en collaboration avec l'Association canadienne des fabricants d'équipement médical et la Division a préparé un programme dynamique de missions et de foires.

En collaboration avec la Société des industries du plastique du Canada, la Direction a poursuivi l'étude du potentiel d'un institut de technologie et d'un consortium d'exportation.

Une édition révisée du Répertoire des produits chimiques a été publiée, répertoire complet des produits chimiques et des compagnies au Canada. La Direction a poursuivi la publication de ses statistiques annuelles et trimestrielles

sur la production industrielle et le commerce.

Électricité et électronique

Un nouveau Fonds spécial de l'électronique a été créé en vue d'offrir \$30 millions pour le financement de gros projets et \$20 millions pour des programmes d'aide à la micro-électronique. Suite aux recommandations du groupe d'étude formé en 1978, des travaux ont été entrepris pour préparer un document de stratégie sur l'industrie électrique.

Électricité

Le Ministère a continué à mettre l'accent sur la mise au point d'autres moyens de production d'électricité pour remplacer les ressources non renouvelables comme le pétrole et le gaz. Il a également insisté sur l'utilisation efficace de l'énergie disponible par le biais de mécanismes comme les pompes à chaleur.

Le Ministère a travaillé en collaboration avec les services d'utilité publique et les fabricants de matériel pour mettre au point une stratégie industrielle destinée à établir et à maintenir un profil de croissance pour l'industrie au cours de la prochaine décennie, période pendant laquelle le taux de croissance de la demande d'électricité devrait diminuer.

Avionique

Ce secteur a continué à bénéficier d'une aide financière dans le cadre du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense pour la mise au point de produits à haute technologie et la modernisation de la base canadienne de production du matériel de défense. Cependant, l'aide a été nettement réduite car le Programme n'a pas accepté de nouveaux projets au cours de l'année.

Les ventes de matériel d'avionique et de produits électroniques de défense ont atteint environ \$600 millions, dont 80 pour cent à l'exportation. De ce total, 10 compagnies ont vendu pour \$508 millions et le reste a été partagé entre 30 compagnies environ.

Instruments et applications micro-électroniques

Deux projets ont été lancés dans le cadre du Fonds spécial de l'électronique. La compagnie Mitel Corporation a obtenu \$20,9 millions sur une période de trois ans et la compagnie Linear Technology a reçu \$890 000 sur une période de deux ans et demi, dans les deux cas pour couvrir des frais de conception et des coûts d'achat de matériel.

Éléments et produits de consommation

Les perspectives se sont améliorées pour la plupart des secteurs des produits de consommation électriques et électroniques. Le succès continu du Programme de remise de droits pour la télévision, géré par le Ministère, a augmenté la production de téléviseurs qui a presque doublé le faible niveau de 250 000 appareils seulement atteint en 1977.

Le Ministère a collaboré avec l'industrie pour améliorer le rendement à l'exportation du secteur des gros appareils qui souffrait d'une faible demande nationale.

Le Ministère a offert une aide en capital pour encourager l'expansion des usines dans le secteur des plaquettes de circuits imprimés.

Traitement et technologie de l'information

Les importations ont continué à augmenter dans ce secteur, malgré une tendance vers une plus grande

rationalisation des produits au cours de la période concernée. Le Ministère a exécuté un programme particulièrement fructueux de participation canadienne à des foires et missions commerciales en Extrême-Orient et en Europe de l'Ouest.

Télécommunications

L'industrie canadienne des télécommunications a continué à recevoir une aide financière du Ministère pour mettre au point et promouvoir de nouveaux produits sur les marchés nationaux et internationaux. Parmi les domaines qui ont bénéficié d'une aide financière, citons les systèmes d'aiguillage des studios de télévision, les radios mobiles, les réseaux de satellites de défense et un système militaire conjoint Canado-Américain de détection électro-optique.

Une aide a été accordée pour poursuivre d'importants projets en Arabie Saoudite, en Australie et en Norvège. Le Ministère a participé aux réunions d'étude du Comité de coordination de l'électronique et des télécommunications à Paris. Le Ministère de l'Industrie et du Commerce, le ministère des Communications et 20 fabricants canadiens ont participé à l'Exposition mondiale et au colloque de l'Union internationale des télécommunications à Genève.

Industries de transport

Directorat des industries aérospatiales

Le Directeurat a subventionné de nouvelles entreprises importantes, comme l'avion-navette turbopropulsé Dash-8, le moteur PT-7, une nouvelle phase de développement avancé du Programme des augmentateurs de portance et l'augmentation de la capacité de la création et de la fabrication informatisées (CAD/DAM).

Les activités de surveillance et d'expansion du commerce se sont poursuivies pour des projets bien établis comme l'avion Challenger, l'avion Dash-7, les produits d'ingénierie et les réseaux de véhicules aériens militaires de reconnaissance.

Les travaux se sont poursuivis dans le cadre du GATT pour étendre l'exemption de droits accordée aux avions et aux pièces de moteur sur les marchés outre-mer en vertu de l'Accord sur le commerce des avions civils. Des arrangements ont été effectués pour informer les entreprises des possibilités actuellement en place.

La gestion et la vérification des avantages industriels établis (compensations) négociés dans le cadre d'achats importants se sont intensifiées. Ces projets concernaient l'augmentation de la flotte d'Air Canada, les avions patrouilleurs à grande autonomie (APGA) CP-140 Aurora, les avions AWACS (système aéroporté de détection et de contrôle) de l'OTAN et les nouveaux chasseurs CF-18.

Le Directeur a conservé la responsabilité sur les sociétés de la Couronne Canadair et de Havilland.

Le secteur de l'aérospatiale a connu une expansion au cours de l'année avec des ventes qui ont atteint des niveaux records et l'emploi un sommet pour la décennie. Cette industrie est surtout orientée vers l'exportation et a largement renfloué la balance commerciale canadienne des produits manufacturés. Des missions commerciales de visiteurs étrangers et canadiens ont été parrainées par la CEE, l'Inde,

l'Australie et la Pologne.

Industrie océanique

Le Ministère a poursuivi sa forte promotion commerciale avec des expositions nationales orientées vers l'exportation à la Conférence sur les techniques de travaux off-shore à Houston et au Salon Europec à Londres en Angleterre. L'exposition de l'année précédente au Centre de commerce du Canada à Tokyo a également été répétée.

Avec la découverte de quantités commerciales de pétrole au gisement Hibernia au large de Terre-Neuve, l'industrie canadienne devrait mettre davantage l'accent sur les ventes au Canada. Les règlements sur le contenu canadien aux niveaux fédéral et provincial permettront de garantir que cette activité au large des côtes renforcera l'industrie océanique canadienne.

Industrie automobile

Généralités

L'industrie automobile canadienne est surtout orientée vers l'approvisionnement du marché américain. Les consommateurs américains ont donné une préférence de plus en plus marquée pour les véhicules d'outre-mer, surtout japonais, ce qui a provoqué une diminution considérable de la production automobile au Canada par rapport à l'année précédente. Le dynamisme soutenu du marché canadien, combiné à une pénurie de véhicules en provenance d'outre-mer, a provoqué des importations records de véhicules américains et une détérioration de la balance commerciale d'environ \$2 milliards.

En 1979-1980, l'industrie automobile est entrée dans une période d'évolution technologique massive pour s'adapter à une nouvelle génération de véhicules à consommation réduite. La phase de transition provoquera la désaffectation de certaines usines et la création d'une capacité excédentaire dans d'autres car la demande pour les produits traditionnels diminuera. En même temps, d'énormes possibilités vont surgir pour la fabrication des nouveaux composants de la nouvelle génération de véhicules.

Véhicules à moteur

Une diminution de la marge d'auto-financement résultant du revirement du marché américain, combinée à la nécessité d'investir sur une échelle sans précédent pour mettre en marché de nouveaux modèles économiques, a presque provoqué la faillite de la compagnie Chrysler qui a demandé l'aide du gouvernement américain. Durant la majeure partie de la période, le Ministère a collaboré avec Chrysler Canada, d'autres ministères fédéraux et d'autres administrations pour déterminer la nature de l'aide nécessaire pour protéger les intérêts canadiens. A la fin de la période, les négociations étaient pratiquement achevées. Le Ministère a poursuivi ses travaux avec tous les fabricants de véhicules pour provoquer un accroissement des investissements et une augmentation des sources d'approvisionnement au Canada.

Pièces d'automobile

Le Ministère a favorisé activement

la participation de l'industrie des pièces d'automobile à la production d'éléments pour la nouvelle génération de véhicules. Le Ministère a appuyé d'importants projets dans les domaines des moulages en aluminium et des plastiques, ainsi qu'un certain nombre de petits projets.

Pour accroître les ventes de pièces aux fabricants de véhicules outre-mer, un programme élargi de détaxe pour les pays tiers a été mis en oeuvre et les fabricants européens et japonais ont été encouragés à y participer. Les négociations ont abouti et quatre fabricants se sont engagés à accroître considérablement leurs achats de pièces canadiennes.

Les ventes de pièces aux États-Unis sur le marché des pièces de rechange ont continué de s'accroître. Les fabricants canadiens de pièces ont obtenu l'aide du Ministère pour exposer leurs produits à un certain nombre de salons commerciaux. En outre, le Ministère a parrainé des missions commerciales en visite au Venezuela, en Argentine, en Colombie et au Japon.

Comme première étape pour la mise au point d'une stratégie pour le marché des pièces de rechange au Canada, le Ministère a commandé et reçu une étude quantitative du marché dans les divers groupes de produits.

Transport urbain

Tout au long de l'année, des réunions ont eu lieu avec de hauts fonctionnaires américains et des

représentants de l'industrie canadienne afin de discuter des implications du règlement "Buy America" d'application de la Surface Transportation Assistance Act (Loi sur l'aide au transport de surface). Ce règlement exige que le matériel de transport en commun importé ait un contenu américain d'au moins 50 pour cent et que le montage final soit effectué aux États-Unis. Même si l'industrie canadienne peut répondre à ces exigences, le ministre est préoccupé par le fait que le règlement pourrait aboutir à l'avenir à un transfert d'emplois du Canada vers les États-Unis.

Environ 50 pour cent des ventes annuelles de l'industrie, qui s'élèvent à \$150 millions, sont destinées aux marchés d'exportation. Les États-Unis sont demeurés le principal acheteur.

La Division a participé activement aux activités de développement industriel. Le principal projet a été le système de transport de capacité intermédiaire mis au point par la Urban Transit Development Corporation of Ontario.

La Division a également mis davantage l'accent sur l'amélioration des compétences canadiennes dans les domaines du contrôle de la circulation, des systèmes de surveillance des véhicules et des autobus urbains.

La Division a poursuivi son analyse pour répondre au rapport du Groupe d'étude sectoriel commencé en 1978.

Navires et éléments

Une nette augmentation de la valeur des commandes des clients canadiens a compensé la forte baisse des contrats à l'exportation. Les subventions aux constructeurs de navires

sont demeurées à 20 pour cent et la réparation de navires s'est maintenue à un niveau satisfaisant.

Direction générale des industries de service

La construction et les services de consultation, les services de transport et les services de distribution ont été regroupés en mars 1980 pour former la Direction générale des industries de service.

Construction et services de consultation

La Division de la construction a fourni des services de secrétariat au Conseil pour l'expansion de l'industrie de la construction qui comprend des représentants des entreprises, des travailleurs et du gouvernement et conseille le Ministre sur les questions touchant la construction.

Une série de colloques a été organisée dans tout le Canada pour promouvoir l'utilisation du Devis directeur de la construction au Canada, système informatisé de normes types à utiliser comme document de référence pour améliorer la qualité et l'efficacité de la production de normes, que la Division a contribué à mettre au point.

La Division a contribué aux initiatives suivantes:

- à l'élaboration et aux frais d'établissement des prévisions régionales des dépenses de construction jusqu'en 1990;

- à la préparation d'un guide complet de relations industrielles; et

- à la première étape de planification en vue de créer un Institut pour le développement de la gestion en construction.

Une mission de coopération industrielle et d'expansion des marchés à l'étranger a été organisée en Egypte à la suite d'un précédent voyage d'exploration dans ce pays. Trois missions sont venues de Hollande, de Norvège et de Roumanie, et des hauts fonctionnaires d'Egypte et de Corée sont également venus en visite au Canada. La Division a coordonné des présentations canadiennes lors de la troisième Exposition et Conférence du Moyen-Orient sur la construction à Jeddah en Arabie Saoudite.

Les initiatives suivantes ont été prises dans le domaine de l'énergie renouvelable:

- une Association des industries solaires du Canada a été créée; elle sera financée par le ministère des Travaux publics (MTP) sous la surveillance du ministère de l'Industrie et du Commerce;
- Une stratégie d'achats a été mise au point pour le programme AUES géré par le ministère des Travaux publics;
- un voyage exploratoire de recherche de débouchés et de coopération industrielle a été effectué en République fédérale d'Allemagne et en France;
- un colloque sur l'énergie renouvelable a été organisé à Charlotte-town (I.P.-É.), en même temps que l'Assemblée annuelle de la Société d'énergie solaire du Canada.

La Division des services de consultation a poursuivi un programme actif de consultations avec les principaux organismes sectoriels représentatifs de l'industrie, surtout avec l'Association des ingé-

nieurs-conseils du Canada et avec l'Institut royal d'architecture du Canada.

La Division a commandé un rapport sur les caractéristiques, les débouchés, les perspectives et les problèmes de l'industrie de l'architecture.

La Division a participé à une mission ministérielle en République fédérale d'Allemagne, en France et en Espagne pour discuter de la coopération avec des pays tiers dans les projets de biens d'équipement. La Division a également participé à la présentation d'un colloque à Stockholm en vue de promouvoir des liens plus étroits entre les industries et les experts-conseils canadiens et suédois dans le but de travailler en collaboration dans les pays tiers.

Un gros travail a porté sur l'expansion des exportations et les experts-conseils ont obtenu des succès dans 41 contrats internationaux, dont certains ont reçu une aide dans le cadre du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME).

Le Comité consultatif des avantages industriels découlant de l'exploitation des richesses naturelles a continué à bénéficier des services de secrétariat de la Division. Les travaux du Comité ont abouti à une augmentation considérable de la participation de firmes canadiennes à la fourniture de matériel et de services pour des projets canadiens de mise en valeur des richesses naturelles, et à une amélioration considérable des aptitudes canadiennes à entreprendre l'ingénierie, les achats et la construction dans le cadre de gros projets.

La Division a également fourni des services de secrétariat et accordé des fonds au Groupe d'étude sur les grands projets, qui a étudié les possibilités de participation technologique et industrielle du Canada à d'importants projets nationaux.

Des discussions ont eu lieu tout au long de l'année avec des entreprises de mise en valeur des richesses naturelles pour s'assurer que les projets nationaux fournissaient à l'industrie canadienne des possibilités de participer et de contribuer à l'exploitation de firmes indépendantes et permanentes dans les industries de la fabrication et des services.

Direction des services de transport

La menace de bouleversement des services de transport découlant des projets de modification de la législation et des règlements internationaux a continué à retenir l'attention de la Direction. Deux questions ont préoccupé principalement la Direction:

- les répercussions sur les chargeurs maritimes canadiens du projet de déréglementation de plusieurs moyens de transport aux États-Unis; et
- les incidences des hausses du prix du mazout sur des secteurs industriels précis.

Transport maritime

Le Secrétariat de la CNUCED a poursuivi ses tentatives de restructuration des expéditions maritimes mondiales. La Direction a participé aux travaux du Comité sur la navigation, qui a discuté du partage des cargaisons en vrac et du commerce maritime, des pavillons de

complaisance, des relations entre les chargeurs et les conférences maritimes et du projet de convention sur le transport polyvalent. Des positions ont été prises et devront être réexaminées au sein de l'OCDE, de l'industrie canadienne et d'autres ministères du gouvernement.

Une liaison étroite avec les associations industrielles, comme l'Association des manufacturiers canadiens, l'Association canadienne d'exportation et le Conseil canadien des chargeurs maritimes a garanti une représentation des intérêts des chargeurs lors de toutes les discussions. Un programme d'intérêt commun a été mis au point avec le Canadian Board of Marine Underwriters en vue de promouvoir le placement d'une assurance maritime auprès des compagnies canadiennes.

Sur la scène nationale, des responsables de la Direction ont participé à des discussions de politique concernant les exigences en matière d'infrastructure, le transport maritime dans l'Arctique, la marine marchande et la législation sur le transport maritime.

Parmi les autres activités de la Direction, citons:

- la mise au point, en collaboration avec le Conseil canadien des chargeurs maritimes, d'une base de renseignements pour aider les chargeurs à négocier avec les conférences de transport maritime à propos de l'escalade des surtaxes sur les combustibles lourds;
- la production d'un "Annuaire des services de transport maritime", décrivant 125 services vers toutes les parties du monde;

- la surveillance des hausses du tarif du fret;
- une aide à des transporteurs individuels à propos de leurs demandes de renseignements sur la disponibilité et le coût des services de transport;
- une aide à une société canadienne de transport maritime en vue d'établir un service conjoint vers l'Amérique du Sud.

Transport aérien

La Direction a participé aux discussions sur les politiques et services aériens suivants: les services par ADAC Dash-7 entre Toronto, Ottawa et Montréal; des modifications au Règlement sur les transporteurs aériens permettant le transport de marchandises dans la soute des avions passagers sur les vols nolisés; la position du Canada à la deuxième Conférence sur le transport aérien de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI); des modifications aux règlements des vols nolisés passagers; des services aériens par ADAC/ADAV entre Victoria et Vancouver; une étude sur la concurrence internationale dans les services de transport aérien; des négociations de l'Accord Canada-Royaume-Uni sur les services aériens; la vente de Nordair; l'étude de la politique de l'aviation civile internationale; et une analyse des services aériens entre le Canada et la Colombie et le Venezuela.

La Direction a également:

- participé à un comité gouvernement-industrie en vue d'améliorer la collecte de statistiques sur le transport aérien des marchandises;

- participé à l'évaluation des exigences de transport des exportateurs canadiens de bétail;

- participé à une étude des services aériens entre Ottawa et Boston, New York et Chicago;

- aidé des compagnies canadiennes confrontées à des problèmes nationaux et internationaux de transport aérien, et travaillé avec plusieurs compagnies canadiennes de transport désireuses d'exporter leurs services.

Trafic

La Direction a réussi à apporter des changements à la législation et aux règlements sur le transport des produits dangereux, en particulier aux exigences concernant le marquage des emballages. Cette intervention a facilité l'observation de la législation par les fabricants, les transporteurs, les distributeurs et les industries du service du trafic.

Des fonctionnaires de la Direction ont dirigé des travaux en vue d'obtenir un consensus de l'industrie sur la rationalisation des tailles des palettes par l'intermédiaire du Comité sur la manutention et la distribution des matériaux de l'Association canadienne de normalisation. La Direction a fait partie de la délégation canadienne présente à une Conférence diplomatique des Nations-Unies qui a adopté une Convention internationale pour le règlement des réclamations dans le transport polyvalent.

Des fonctionnaires de la Direction ont également aidé à coordonner la participation du Canada au Groupe de travail sur la simplification

des documents de commerce international de la Commission économique pour l'Europe.

La Direction a donné des conseils à propos d'itinéraires de transport à des transporteurs particuliers et à des ministères gouvernementaux pour un large éventail de produits transportés par fer, par terre et par mer. Des renseignements sur les coûts de transport entre des points situés au Canada et aux États-Unis ont été fournis à des transporteurs qui évaluaient des marchés d'exportation.

Une enquête détaillée sur les sources des fruits et légumes frais importés a été entreprise dans le cadre de la révision par le gouvernement de l'Ontario de la législation sur les véhicules de transport à moteur.

La Direction a joué un rôle important pour trouver des wagons couverts pour un producteur de pâte à papier qui avait des difficultés à se procurer du matériel pour expédier au Mexique.

Costpro

La responsabilité de l'administration et du soutien financier de Costpro (Organisation canadienne de simplification des pratiques commerciales) a été transférée du Ministère à Transports Canada.

Le Secrétariat de Costpro est une division de la Direction des services de transport. Costpro Inc., société à but non lucratif, est une entreprise conjointe de sociétés privées, d'associations commerciales et des gouvernements fédéral et provinciaux. A la fin de l'année, elle comptait 57 membres.

Les principales activités du Secrétariat ont porté sur la continuation de la mise au point du Système d'uniformisation des documents commerciaux canadiens et sur la création de normes volontaires pour le Système canadien d'information commerciale (CTIC) qui permet l'adaptation des méthodes informatiques et la transmission automatisée des données commerciales.

Costpro a mis au point une technologie destinée à remplir automatiquement des formules et à transmettre des documents par courrier électronique. Ce projet Tradex (Réseau d'échange de données commerciales) a abouti à une entreprise conjointe de mise au point d'un produit entre le Ministère et la société AES Data Limited. Des essais pratiques du réseau sont en cours.

Costpro a travaillé avec les organismes américains correspondants et avec la Commission économique pour l'Europe (CEE) à l'élaboration de normes d'échange de données. Les progrès en vue de faciliter le commerce international se sont poursuivis grâce à une liaison avec la Chambre de commerce internationale.

Au cours de l'année, l'accent a été mis sur la communication du message de Costpro à l'industrie. La Direction a organisé 30 ateliers de documentation commerciale et une conférence de vendeurs. Des discours et des présentations ont été faits devant 95 groupes particuliers intéressés. Un bulletin a été publié et distribué à 4 000 destinataires et des articles sont parus dans des revues et des journaux. Le film "TRADEX-HERE AND NOW" a été montré à environ 100 000 personnes au Canada et à l'étranger.

Services de distribution

La Division du gros et du détail a poursuivi ses travaux de recherche et de mise au point de données sur la structure et le rendement des services de distribution en vue de préparer une analyse sectorielle.

La Division a analysé la distribution dans les secteurs des produits alimentaires, des produits généraux et des médicaments. Une base de données informatisée a été mise au point pour fournir des renseignements en vue d'élaborer des politiques et pour répondre aux demandes de l'industrie.

En collaboration avec les gouvernements fédéral et provinciaux et l'industrie, la Division des services de mise en marché a entrepris des études sur le franchisage, les coopératives, les groupes bénévoles et les maisons de commerce. Ces études favoriseront une mise en marché plus efficace des produits des fabricants au Canada et à l'étranger, aideront certains détaillants canadiens à développer leurs affaires et serviront à prévenir la pénétration de chaînes étrangères sur le marché de détail.

Une série de publications de vulgarisation et de colloques ont été mis au point sur le franchisage et des efforts semblables sont en cours pour les groupes bénévoles, les concessionnaires et les permis.

La promotion des exportations a comporté une mission commerciale de franchisage en France au cours de laquelle des représentants de 19 compagnies de franchisage ont visité Paris, Bordeaux et Strasbourg en mars 1980. A la suite de cette mission, deux franchises canadiennes devraient ouvrir en France en 1981.

En collaboration avec le ministère de la Justice, la Direction a participé avec la Commission d'uniformisation du droit du Canada à l'étude de l'uniformité de la législation sur le franchisage.

Machinerie

Le Programme de la machinerie, destiné à promouvoir la croissance et l'amélioration de la productivité dans l'industrie de la machinerie, est demeuré une activité importante de la Direction. Tout en offrant une protection tarifaire aux fabricants et en encourageant l'accroissement du contenu canadien dans la production de machines, le Programme offre aux utilisateurs de machines une remise de droits sur le matériel d'équipement importé qui n'est pas disponible au Canada.

Au cours de l'année, le Programme a reçu 35 000 demandes pour un total de \$4,6 milliards d'importations. L'industrie canadienne a économisé directement \$350 millions.

La Direction a aidé 309 compagnies canadiennes pour de nouvelles capacités de fabrication, des installations de lignes de production intégrées, des commandes de produits de l'automobile à l'exportation et des importations d'éléments de production. Cette aide a provoqué une production canadienne supplémentaire de \$760 millions et a contribué à la création directe de 12 650 emplois.

La Direction a tenu à jour des renseignements détaillés sur les possibilités de production de plus de 1 800 producteurs canadiens de machines pour s'assurer qu'ils obtenaient la protection tarifaire offerte.

Au cours de l'année, les activités de la Direction ont comporté entre autres:

- l'évaluation de 21 nouveaux projets d'expansion des entreprises (PEE) et de 20 nouveaux projets de recherche et de développement dans le cadre des propositions spontanées du fonds d'achat du MAS. La Direction a surveillé près de 90 projets en cours;

- l'étude initiale de 75 nouvelles demandes adressées dans le cadre de programmes du Ministère et une aide aux bureaux régionaux à propos de plus de 50 projets PEE approuvés au niveau régional;

- des services consultatifs au Comité interministériel sur le PEMD impliquant l'évaluation technique de 150 projets.

Au cours de l'année, la Direction a entrepris diverses initiatives d'expansion industrielle destinées à accroître l'éventail et le volume des machines fabriquées au Canada, entre autres:

- le démarrage de la production de 33 nouveaux produits destinés à remplacer des importations. La fabrication de ces produits a débuté après que des études effectuées par la Direction eurent prouvé qu'ils représentaient pour \$60 millions de nouveaux travaux de fabrication et 1 000 nouveaux emplois. Un vaste éventail de produits étaient concernés, dont des machines pour nettoyer, pour mélanger, pour emballer, pour fabriquer de la glace, pour souffler de l'isolant et pour travailler le métal, ainsi que des échangeurs de chaleur et du matériel de construction. Les évaluations des possibilités de production ont été achevées pour des produits comme le matériel de boulangerie, les mélangeurs à viande,

les pompes à vis, les pinces mécaniques et les cylindres cintreurs;

- des ententes de franchisage ont été encouragées avec des fabricants étrangers de produits tels que des centrifugeuses à décantation, des systèmes de mélange en zone liquéfiée, des broyeurs modulaires et des échangeurs de chaleur à refroidissement par air. La Direction a participé à l'achat d'une nouvelle technique suisse, la turbine hydraulique Straflo, qui offrira un nouveau produit canadien à haute technologie pour les applications électroniques à faible hauteur de chute;

- une aide spéciale accordée à l'industrie automobile pour la capacité d'approvisionnement canadienne a provoqué l'installation de matériel canadien pour plus de \$80 millions. Des initiatives prises avec des filiales étrangères ont conduit à des accords de rationalisation et de spécialisation pour la production de pompes à boue, de pompes à air et de compresseurs d'air, tous avec des mandats nord-américains. La Direction a lancé la mise au point d'un programme de remise de droits pour encourager la rationalisation du secteur de fabrication des chargeuses frontales au Canada.

Les machines canadiennes ont continué à réaliser d'importants gains sur les marchés d'exportation et à démontrer l'important potentiel de ventes futures à l'exportation. Voici les faits saillants des efforts déployés par la Direction pour l'expansion des exportations au cours de l'année:

- l'approbation de 105 demandes dans le cadre du PDME avec des ventes possibles évaluées à \$240 millions;

- la participation à 14 foires commerciales internationales et l'organisation de 13 missions commerciales. Ces activités ont rapporté des ventes d'environ \$300 millions.

Direction générale de la commercialisation des grains

La production canadienne de blé est tombée à 17,2 millions de tonnes en 1979, soit une baisse de près de 19 pour cent par rapport à 1978. La production de céréales fourragères, incluant le maïs, a atteint environ 17 millions de tonnes, soit 9 pour cent de moins que l'année précédente. Par contre, la production d'oléagineux a été supérieure de 7 pour cent à celle de 1978 avec un total de 5,2 millions de tonnes.

Les exportations des six principales céréales (blé, avoine, orge, seigle, lin et colza) ont atteint 25 millions de tonnes, d'une valeur légèrement supérieure à \$4 milliards. Le blé et la farine ont représenté 12,2 millions de tonnes (\$2,3 milliards), l'orge 3,9 millions de tonnes (\$509 millions) et les principaux oléagineux 2,5 millions de tonnes (\$800 millions).

Une Administration du transport des céréales a été créée au cours de l'année et un coordonnateur du transport des céréales a été nommé pour garantir l'acheminement efficace et coordonné des céréales vers les marchés canadiens et d'exportation. Deux mille wagons-trémies supplémentaires seront loués et les livraisons commenceront en avril 1980.

La Commission canadienne du blé a signé au cours de l'année de nouveaux accords importants avec l'Algérie, la Chine et le Brésil.

Dans le secteur des oléagineux, la capacité de traitement de colza a été accrue avec l'ouverture d'une nouvelle usine de broyage à Fort Saskatchewan. La production annuelle d'huile de colza atteindra 80 000 tonnes et celle de tourteau de colza 120 000 tonnes.

L'augmentation des possibilités de livraison de céréales a été vérifiée par une diminution de 39 pour cent des paiements anticipés versés aux producteurs (environ \$100 millions) en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies. Les intérêts, pris en charge par le gouvernement, ont atteint \$6,4 millions, soit une augmentation par rapport à l'année précédente de 23 pour cent qui a reflété la hausse des taux d'intérêt.

Aucun versement n'a été effectué en vertu de la Loi sur le double prix du blé et un projet de loi a été déposé deux fois devant la Chambre des communes pour abroger la Loi. Cependant, les élections ont empêché l'adoption du projet de loi. Le prix intérieur payé aux meuniers a continué à fluctuer entre \$4 et \$5 le boisseau.

La Société de l'usine pilote d'amélioration des protéines, huiles et féculents, financée conjointement par Industrie et Commerce et par la Commission canadienne du blé, a continué à élargir ses activités d'expansion du marché d'exportation, tout en maintenant une grande variété de programmes pour l'industrie canadienne. Quinze cours ont été offerts, dont cinq programmes spécialisés nouvellement mis au point pour les pays clients.

La Direction générale a parrainé des missions commerciales en provenance du Japon et de la République

de Corée dans le domaine des oléagineux. Des colloques techniques portant sur l'utilisation de l'huile et du tourteau de colza ont été organisés au Bangladesh, en Inde, au Mexique et à Cuba. En outre, des consultations annuelles ont eu lieu entre des représentants du Canada et du Japon.

Avec l'aide du PDME, la Direction générale a étudié le potentiel des céréales fourragères et du tourteau d'oléagineux canadiens dans des projets de production porcine envisagés en République populaire de Chine.

Industries de transformation des richesses naturelles

Produits du bois manufacturé

Au cours de l'année, la Division a continué à insister sur l'expansion du commerce grâce à des missions et à des expositions commerciales, à des reconnaissances et à des études de marché. Les exportations de ce secteur ont quadruplé depuis 1976 pour atteindre \$400 millions par an.

Même si les États-Unis sont demeurés le principal marché avec environ 60 pour cent du total des exportations canadiennes, les ventes à destination de l'Europe de l'Ouest et du Moyen-Orient ont enregistré des progrès considérables. Tous les principaux secteurs de produits ont contribué à cette expansion.

La conservation de l'énergie, préoccupation mondiale, a continué à provoquer un intérêt très fort pour la technique canadienne de construction avec des charpentes en bois. Un certain nombre de délégations d'Europe de l'Ouest sont venues au Canada pour étudier le

système. Des visiteurs en provenance de France, de la République fédérale d'Allemagne, de Hollande et du Japon ont voyagé dans tout le Canada pour évaluer les divers aspects de notre système de construction de maisons.

Les consultations sur la coopération industrielle se sont poursuivies avec le Japon et la Commission des Communautés européennes. La Division a participé à un certain nombre d'associations et de comités composés de représentants de l'industrie et des gouvernements, couvrant un large éventail de produits.

Le Comité du logement Canada-Japon, composé de hauts fonctionnaires de l'industrie et du gouvernement des deux pays, s'est réuni pour la quatrième fois en juin 1979.

Pâtes et papiers

Plusieurs initiatives de politiques et de programmes étaient contenues dans la Politique nationale d'expansion des industries forestières annoncée l'année précédente. Ces initiatives comportaient un programme de \$26 millions destiné à moderniser l'industrie des pâtes et papiers. Le programme sera mis en oeuvre dans le cadre d'ententes fédérales-provinciales de partage des coûts sur une période de cinq à sept ans.

L'étude de plus de 50 demandes a engendré des recommandations sur la faisabilité technique, les répercussions sur la productivité et les coûts, les implications de mise en marché et de commercialisation du programme. Pratiquement achevé en Ontario, le programme est en bonne voie au Québec et a débuté dans les provinces de l'Atlantique.

Des efforts suivis ont été déployés en vue de promouvoir la coopération industrielle en participant à des comités internationaux dont: le Groupe de travail spécial Canada-CEE des produits forestiers, le Comité économique mixte Canada-Japon, le Comité mixte sino-canadien pour le commerce, le Groupe de travail Canada-URSS sur les industries de produits forestiers, le Comité sur le système harmonisé du Conseil de coopération douanière, le Comité mixte Canada-Cuba et le Groupe de travail de l'OCDE sur les pâtes et papiers.

Sidérurgie

Une mission commerciale canadienne a été organisée en mars au Venezuela, à Trinidad et Tobago, à Porto Rico et au Mexique pour étudier les débouchés possibles à moyen et long terme pour l'acier de structure canadien et pour explorer les possibilités de centres canadiens de services sidérurgiques. D'importantes ventes en ont résulté et un projet conjoint a été lancé pour installer un centre de services de sidérurgie et de construction à Mexico.

Des fonctionnaires du Ministère ont participé aux activités permanentes du Comité de l'OCDE sur les aciers spéciaux. Le Comité a été instauré en 1978 pour constituer une tribune permettant aux principaux pays occidentaux industrialisés de discuter des obstacles au commerce international de l'acier.

Tout au long de l'année, des discussions ont eu lieu avec les États-Unis à propos des restrictions sur les aciers spéciaux et avec des représentants de la CEE et des États-Unis sur les mesures à prendre pour contrôler les importations d'acier grâce à des systèmes de prix minimum.

Métaux non ferreux

A la suite de la visite au Canada en décembre d'un groupe d'experts chinois de l'industrie minière de l'or, et à la demande du gouvernement chinois, le Ministère a organisé un programme de formation de six semaines destiné à des ingénieurs chinois dans des mines canadiennes d'or et de métaux non ferreux.

Cette mission et ce programme de formation ont rapporté un contrat à une société canadienne d'ingénierie qui devra réaliser une étude de faisabilité pour le gouvernement chinois à propos d'une prospection d'or dans la province de Shandong. Si l'exploitation de la mine se révélait possible, la compagnie pourrait obtenir le contrat pour planifier les procédures de conception et d'exploitation de la mine et des installations connexes.

Une délégation canadienne dirigée par des représentants de la Division a assisté aux réunions du Groupe international d'étude du plomb et du zinc pour discuter de la situation du marché mondial de ces métaux.

Minéraux industriels

La Division a organisé des visites d'acheteurs de charbon de Yougoslavie, de France, du Brésil, de Suède et du Japon. Des missions canadiennes se sont rendues en Yougoslavie et en Italie pour obtenir des renseignements sur le marché du charbon, renseignements qui ont été ensuite transmis aux compagnies canadiennes.

La Division a évalué un certain nombre de propositions d'expansion de l'industrie du charbon du Cap Breton, dont une proposition d'exportation de coke.

La Division a évalué le potentiel international des éventuelles mines de charbon dans le nord-est de la Colombie-Britannique.

Des consultations portant sur les questions de la santé et de l'amiante ont été organisées entre des fonctionnaires canadiens et américains. Un certain nombre de ministères ont été impliqués dans ces efforts visant à mettre au point une méthode efficace et tranquille de protection de la santé, tout en sauvegardant les intérêts canadiens à l'exportation. Des travaux semblables se sont poursuivis avec la Communauté économique européenne.

La Division:

- a collaboré avec d'autres ministères et avec les industries du carbone et de l'acier pour réduire une grave pénurie d'électrodes en graphite utilisées dans les fours électriques de fusion de l'acier;
- a fourni des études de marché pour l'expansion des secteurs des meules, du carbonate de calcium, de la barytine et des plaquettes de circuits intégrés;
- a entamé des discussions avec des compagnies et d'autres ministères sur le déséquilibre commercial canadien croissant dans le secteur des meules;
- a évalué les projets dans le cadre des programmes PEE, PDME et IERD;
- a eu des consultations avec le MEER sur d'importants projets, dont le projet de mine de sel dans les îles de la Madeleine.

Fabrications en métal

Cette nouvelle Division a été for-

mée au cours de l'année pour améliorer le service du Ministère aux industries du secteur de la fabrication des métaux. Elle a commencé à fonctionner au début de janvier 1980.

Produits primaires du bois

Le Programme coopératif d'expansion des marchés d'outre-mer est demeuré un élément important des activités de la Division touchant l'expansion des marchés d'exportation. Le Programme, financé conjointement par Industrie et Commerce, par le gouvernement de la Colombie-Britannique et par le Conseil des industries forestières de la Colombie-Britannique, s'occupe de la promotion des produits canadiens du bois sur les marchés prometteurs outre-mer. Dans ce secteur, les exportations outre-mer sont passées de \$245 millions en 1970 à \$1,4 milliard en 1980.

La Division a également:

- effectué une enquête sur le potentiel du secteur des panneaux de copeaux sur le marché européen et en a présenté les conclusions à l'Association canadienne des fabricants de panneaux de copeaux;
- identifié l'Égypte comme marché prometteur pour l'industrie canadienne du bois de construction;
- participé à une exposition lors du Salon international de l'activité forestière "Euroforesta" à Vérone en Italie;
- participé à des colloques sur les produits canadiens du bois à Minneapolis, Boston, Detroit, Chicago et Los Angeles;

- participé à des discussions et à des réunions de comités mixtes avec le Japon et la Norvège;
- évalué des applications dans le cadre du Programme d'expansion des entreprises et d'autres programmes d'Industrie et Commerce;
- consulté le ministère de l'Expansion économique régionale et d'autres ministères fédéraux à propos de leurs projets et programmes ayant des répercussions sur le secteur des produits primaires du bois.

Un certain nombre de missions commerciales en visite au Canada ont été dirigées par des employés de la Division dont:

- une mission technique de France qui a visité un certain nombre de scieries et de chantiers de construction;
- une mission d'importateurs britanniques de bois de construction qui ont étudié les systèmes canadiens de fabrication et de transport;
- une mission chinoise qui a étudié les installations de recherche et de production de l'industrie de traitement du bois;
- une mission chinoise qui a visité l'industrie forestière de la Colombie-Britannique et évalué son aptitude à fournir les marchés mondiaux.

Pendant les Négociations commerciales multilatérales, il a été décidé qu'avant de réduire les tarifs douaniers dans les deux pays, il faudrait au préalable réaliser des progrès satisfaisants visant à élaborer et à adopter une série commune de normes sur le contreplaqué de résineux au Canada et aux États-Unis. La Division a dirigé

des consultations avec l'industrie canadienne, les provinces et les ministères fédéraux à propos de cette question.

Des efforts ont été déployés pour mieux informer l'industrie canadienne des programmes offerts par le Ministère. Ces efforts ont comporté des présentations lors des réunions de plusieurs associations et un colloque à Ottawa lors de l'Exposition du matériel des industries forestières.

Agriculture, pêcheries et produits alimentaires

Les exportations totales de produits de l'agriculture et de la pêche ont atteint le chiffre record de \$7,7 milliards en 1979. Au cours de l'année, les exportations des produits relevant de la Direction ont atteint \$4 milliards. Les résultats du premier trimestre indiquent que les exportations dans ces secteurs seront encore supérieures en 1980.

Agriculture

Une série de missions, de colloques et de présentations lors de foires commerciales pour l'expansion des marchés a souligné une année de promotions dans la Division des produits agricoles et la Division des bovins, des viandes et des produits laitiers. Les deux divisions ont surtout mis l'accent sur la promotion du matériel génétique de haute qualité disponible chez les producteurs canadiens de bétail et de plantes.

Une mission technique d'experts en semences du Royaume-Uni et de Hollande a étudié les derniers développements canadiens dans le domaine de la recherche sur les plantes fourragères, des questions réglementaires et législatives, et de la production et de la mise en marché

des semences.

Des sociétés canadiennes intéressées par le marché japonais ont rencontré des représentants d'une mission d'experts en semences de ce pays. On a ainsi pu démontrer l'aptitude du Canada à multiplier des variétés fourragères japonaises pour les réexporter au Japon et étudié le potentiel d'exportation de variétés canadiennes sélectionnées.

Le Ministère a parrainé une délégation de hauts fonctionnaires égyptiens en pathologie végétale pour les familiariser avec les méthodes canadiennes de contrôle des maladies et de production des semences. La visite a été organisée à la suite des résultats encourageants obtenus après plusieurs années d'essais sur des variétés de pommes de terre canadiennes en Égypte.

De nouvelles ventes à l'exportation ont été conclues à la suite d'une mission au Japon portant sur la viande de porc traitée. L'industrie a reçu un document de travail sur la production et l'exportation des viandes traitées.

Le gouvernement et l'industrie ont participé à une promotion de fromages à New York, en présence des principaux importateurs américains de fromages.

Un fonctionnaire du Ministère a participé à une mission technique qui a étudié les incidences des mélanges de produits végétaux et laitiers sur le marché européen et le potentiel de tels produits au Canada.

Des expositions organisées par le Ministère se sont occupées de promouvoir les bovins laitiers, les bovins de boucherie, les porcs, la semence et les embryons du Canada

au Salon agricole du Royal Highland en Écosse, au Salon de l'Agriculture en France et à l'Exposition au Royal Easter en Australie.

La Division a également:

- parrainé des missions de visiteurs du Brésil, du Japon, de la Colombie et de la Tchécoslovaquie en vue de promouvoir la vente de sujets reproducteurs canadiens;

- parrainé des colloques en Corée et en République populaire de Chine en vue de promouvoir les bovins canadiens laitiers et de boucherie;

- envoyé des juges et des classeurs de bétail en Australie, en Espagne, en Argentine, en Colombie, au Mexique, au Brésil et au Royaume-Uni;

- effectué une étude dans certains pays sur les besoins en sujets reproducteurs porcins.

Pêcheries

Les exportations de produits de la pêche ont atteint le chiffre record de \$1,3 milliard. Des promotions et des missions de vente de produits de la pêche ont été organisées au Japon, à Hong Kong, à Singapour, aux États-Unis et en Europe. La Division a parrainé des missions d'acheteurs étrangers du Japon et de quatre pays européens.

La Division a continué à aider financièrement l'Association pour la protection du poisson de l'Atlantique Nord qui vise à promouvoir le poisson de fond en Amérique du Nord.

En collaboration avec Pêches et Océans, le Ministère a participé à une étude mondiale des marchés du poisson en vue d'obtenir une base d'élaboration de stratégies de marché par suite des modifications

résultant de l'adoption générale de la limite territoriale de 200 milles.

Produits alimentaires

la Division a regroupé 23 compagnies canadiennes dans une présentation nationale lors du Marché mondial de l'alimentation ANUGA à Cologne en République fédérale d'Allemagne. Sur place, les ventes de produits canadiens ont totalisé \$1 130 000.

Des expositions canadiennes de produits alimentaires et de boissons ont été organisées à Atlanta et à Minneapolis. De plus, des promotions "Semaine du Canada" ont été organisées dans des magasins de détail à Cleveland et à Minneapolis.

La Division a reçu des missions d'acheteurs étrangers du Japon venus visiter les principaux centres canadiens de transformation et de commercialisation. Avec l'aide des gros organismes de vente au détail, des promotions présentant des produits alimentaires canadiens ont été organisées au Japon.

Une nouvelle section du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) a été créée pour s'occuper des besoins du secteur de l'agriculture, des pêcheries et des produits alimentaires. La section "R" du PDME a remplacé le Programme d'aide au développement des marchés des produits agricoles et alimentaires et le Programme stimulant la commercialisation des céréales et oléagineux.

Le Ministère a publié un bulletin mensuel intitulé "Nouvelles du commerce: Agriculture et alimentation" qui étudie l'évolution du marché des produits agricoles et

alimentaires au Canada et à l'étranger. Il souligne les débouchés actuels et potentiels à court, moyen et long terme.

Technologie

Onze universités ont reçu au cours de l'année financière 17 récompenses dans le cadre du Programme des études sur les innovations technologiques. Quatre récompenses portaient sur l'élaboration de cours universitaires sur l'innovation technologique et l'esprit d'entreprise pour des étudiants en sciences, en génie civil et en administration des entreprises et pour le monde des affaires.

Plus de 3 000 exemplaires de rapports ont été distribués au cours de l'année dans le cadre de ce Programme. Ils couvraient des sujets tels que la façon de créer une entreprise technologique et des stratégies optimales pour les petites et moyennes entreprises au Québec.

Des contrats ont été signés avec l'université de Waterloo et avec l'École Polytechnique de Montréal et accordent à chaque université un montant maximum de \$200 000 pour élaborer des plans d'entreprises quinquennaux et pour démarrer des Centres d'innovation industrielle. Ces centres évalueront les inventions et aideront à mettre au point et à commercialiser de nouveaux produits et à établir de nouvelles sociétés de technologie.

Au cours de l'année, huit Instituts de recherche industrielle (IRI) et Centres de technologie de pointe (CAT) ont reçu des subventions dans le cadre d'un programme destiné à encourager les universités et les organismes provinciaux de recherche à entreprendre des projets de recherche et de développement et à

fournir des conseils technologiques à l'industrie. Six IRI et trois CAT subventionnés antérieurement sont maintenant autonomes financièrement grâce à des revenus tirés de contrats signés avec des entreprises industrielles.

Le Ministère a continué à financer l'Institut de soudage du Canada, le Canadian Gas Research Institute et le Sulphur Development Institute of Canada. De plus, un Centre de recherche et de développement en maçonnerie a été créé à Calgary.

La Division a maintenu son aide à quatre Centres d'études internationales des affaires dans des universités canadiennes et à des Instituts de conseils en gestion à l'université de l'Alberta et à l'université Laval. Des négociations ont été entamées avec les trois provinces des Prairies en vue de créer un Centre d'études internationales des affaires dans cette région.

Le Conseil d'avancement de la technologie pour la création et la fabrication informatisées (CAD/CAM), créé par le Ministère en 1978, a travaillé activement pendant l'année à promouvoir l'utilisation accrue de la création et de la fabrication informatisées. Le Conseil a commencé à préparer un important rapport "Strategy for Survival" qui sera terminé et diffusé en 1980.

La Division a lancé une étude de marché pour les produits et services de l'industrie spatiale canadienne, qui sera terminée en 1980. L'étude permettra au Ministère de mettre au point une stratégie d'aide à l'industrie spatiale canadienne. Le Ministère a continué à appuyer la mise au point de produits en rapport avec l'espace dans le cadre du Programme de productivité de l'industrie du matériel de dé-

fense et à participer à la promotion des produits et services canadiens pour le projet de réseau de satellites australien.

Les projets de mise en application au Canada de l'Accord du GATT sur les obstacles techniques au commerce ont été achevés en consultation avec d'autres ministères et organismes fédéraux. Cet accord a été signé en décembre 1979 et des travaux ont débuté en vue d'établir un centre d'information sur ses dispositions et de préparer une directive pour aider les ministères et organismes fédéraux à se conformer à ses dispositions.

Les travaux de coordination et de planification du processus de conversion au système métrique au sein du gouvernement fédéral se sont également poursuivis.

Design Canada

Le Conseil national de l'esthétique industrielle, qui favorise l'esthétique dans la mise au point de produits par le secteur privé, a organisé au cours de l'année trois réunions du Conseil et plusieurs réunions du Comité consultatif. L'année financière a aussi vu la création du Comité d'achat et de planification des sociétés et du Groupe d'étude sur la commercialisation des produits destinés à réduire la consommation d'énergie.

La présentation des récompenses de Design Canada à Toronto a permis d'unifier une série de récompenses en esthétique industrielle. La manifestation, qui comprenait des récompenses pour des produits, des citations professionnelles et le prix du président du Conseil national de l'esthétique industrielle pour la gestion en design, a été très bien couverte par les médias et a entraîné une promotion plus

efficace du design dans tout le Canada.

Parmi les autres programmes de promotion, citons des colloques, des expositions, des publications et des conférences sur le design.

Design Canada a offert toute une gamme de services consultatifs, dont une aide pour l'évaluation du design aux directions du secteur privé et aux bureaux régionaux dans le cadre du Programme d'expansion des entreprises, une aide au processus de design accordée à l'industrie secondaire et l'administration du Programme fédéral-provincial de gestion de mise au point des produits.

Design Canada a accordé 14 bourses pour des cours en design: huit pour des études en design industriel, cinq en arts graphiques et une en design du textile.

Des membres du Conseil national de l'esthétique industrielle et de Design Canada ont participé à la 41e Assemblée générale du Conseil international des sociétés de design industriel à Paris en France. Un échange de renseignements a eu lieu à propos des derniers développements dans le domaine du design des produits, de l'aide gouvernementale et des applications du design.

Le Groupe d'étude en enseignement du design industriel et du design d'ingénierie a terminé son étude des installations d'enseignement et des programmes de cours et a préparé un projet de rapport contenant ses recommandations. Le rapport sera finalisé en 1980-1981.

OFFICE DE TOURISME DU CANADA (OTC)

Le déficit touristique du Canada est tombé de \$1,7 milliard en 1978 à \$1,1 milliard en 1979. Voici les facteurs qui ont contribué à cette baisse:

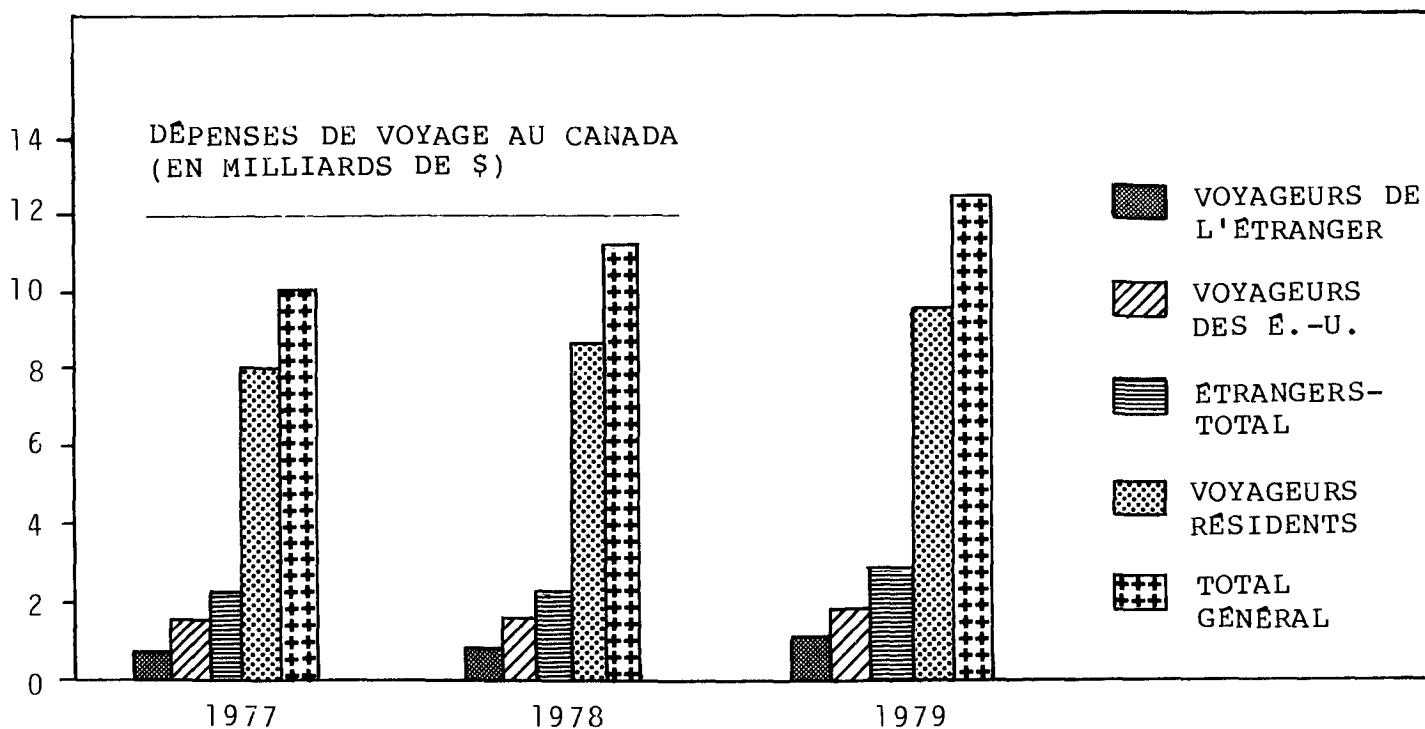
- plus de 30 millions de visiteurs américains qui ont laissé au Canada des recettes touristiques de \$1,9 milliard;
- un chiffre record de deux millions de visiteurs d'outre-mer qui ont laissé au Canada des recettes touristiques de \$1 milliard;
- le réalignement du dollar canadien;
- une tendance à la baisse des voyages des Canadiens à l'étranger; et
- une attention accrue portée par les gouvernements et l'industrie aux problèmes de l'industrie touristique.

Marketing

L'OTC a maintenu 27 bureaux de promotion et d'expansion des marchés au Canada, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France, en République fédérale d'Allemagne, au Mexique, en Australie, au Japon et en Hollande.

D'importantes campagnes publicitaires ont été lancées aux États-Unis pour promouvoir les vacances de printemps/été et d'automne/hiver. L'OTC a parrainé des séminaires à l'intention du secteur des voyages, organisé des publicités avec réponse directe et envoyé de la documentation à des groupes d'intérêt particulier.

Le programme "Canada: Faites le tour!", lancé en 1978 pour encourager les Canadiens à voyager au Canada, offrait 83 voyages forfaitaires à des prix compétitifs dans le cadre d'une collaboration entre l'OTC et ses partenaires de l'industrie touristique. Ce nombre a été porté à 93 en 1980.



Les partenaires de l'OTC dans ce programme sont Air Canada, CP Air, Via Rail Canada, Pacific Western Airlines, Nordair, Québécoir/Hospitalité Tours, et les compagnies d'autobus Voyageur et Trailways.

Des publicités "On part en vacances" ont atteint près de 70 pour cent des Canadiens. Une campagne a été lancée dans des publications ethniques pour inviter les Néo-Canadiens à visiter le Canada et à encourager leurs parents et amis vivant à l'étranger à venir leur rendre visite.

Le troisième Rendez-vous Canada, organisé du 16 au 20 septembre 1979 à Montréal, a rassemblé 132 organismes vendeurs et 154 organismes acheteurs. Les prévisions de ventes pour 1979 ont été estimées à \$37 millions par les acheteurs et les vendeurs.

Dans le cadre du programme de sensibilisation au tourisme, une nouvelle méthode a été mise au point pour fournir des renseignements à jour aux vacanciers qui arrivent des États-Unis au Canada en voiture. Les renseignements ont été préparés en fonction du bureau d'entrée et de la province à visiter.

Le contenu de ces pochettes de documentation "Bienvenue au Canada" a été fourni par l'OTC, par d'autres ministères fédéraux et par les ministères provinciaux du Tourisme. Revenu Canada (Douanes et Accise) a distribué les pochettes à 120 postes frontières.

L'OTC a coordonné d'importantes expositions et campagnes éclairés à Washington et à Chicago, des séminaires à Boston et à Detroit, et la participation canadienne à d'impor-

tantes foires industrielles et commerciales.

L'OTC a également coordonné avec l'Association de l'industrie touristique du Canada des efforts destinés à informer les organisateurs canadiens à propos de la nouvelle législation ouest-allemande de protection du consommateur qui rend les organisateurs de voyages responsables de la fourniture de tous les éléments annoncés dans le forfait.

L'OTC a également:

- envoyé 8,8 millions de brochures de documentation;
- parrainé les tournées de 400 représentants des médias au Canada;
- préparé une centaine d'articles sur les voyages pour des publications canadiennes et américaines;
- préparé 18 publications dans jusqu'à 10 langues pour les consommateurs et l'industrie touristique.

Développement du tourisme

L'OTC a apporté une contribution active à l'Enquête sur la stratégie nationale de la main-d'oeuvre effectuée par l'industrie touristique sous la direction de l'Institut canadien de l'hôtellerie.

Deux nouveaux répertoires ont été publiés: "Recueil des ressources - Tourisme/Accueil/Loisirs" et un "Guide des carrières - Tourisme/Accueil/Loisirs".

L'OTC a financé l'élaboration de nouveaux programmes de formation, surtout la mise au point par la Fédération canadienne des chefs de cuisine de normes professionnelles

pour la formation en art culinaire.

Une somme d'environ \$2,2 millions reçue dans le cadre des programmes de la Compagnie des jeunes travailleurs du gouvernement fédéral a servi à embaucher 556 personnes pour 54 projets ayant trait au tourisme. Une de ces entreprises était un vaste projet de recherches destiné à répertorier les installations et les biens et services que l'on pourrait utiliser pour stimuler les voyages chez les vacanciers âgés de 19 à 26 ans.

De nouveaux bureaux de développement régionaux ont été ouverts à Halifax et Victoria pour coordonner la planification du tourisme et la mise au point des produits.

Des accords corollaires de développement du tourisme, semblables à ceux intervenus auparavant avec la Colombie-Britannique, Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et le Québec, ont été signés avec le Manitoba et le Yukon.

Planification et coordination des politiques

Les principaux projets ont consisté à parachever les recommandations en suspens du Groupe de travail consultatif de l'industrie touristique. En outre, la section de la représentation (politique régionale), moyen par lequel les intérêts de l'OTC sont représentés dans les provinces de l'Atlantique, a commencé à fonctionner en 1980.

La division de la recherche et de l'analyse a: entrepris quatre Enquêtes trimestrielles sur les voyages des Canadiens, couvrant toute

l'année 1979; présenté des informations sur les marchés à l'intention de l'industrie touristique et de ses partenaires dans 18 centres canadiens; entrepris une étude pour déterminer l'attitude des Français face au Canada comme destination de vacances; effectué des sondages des marchés au Royaume-Uni, en France, en République fédérale d'Allemagne et en Hollande; réalisé pour la deuxième année consécutive une étude suivie sur les attitudes des résidents du Canada envers les voyages d'agrément; poursuivi pour la treizième année l'Enquête sur les voyages d'agrément des Canadiens; réalisé la production et la distribution d'un Dossier des données touristiques avec mise à jour trimestrielle; et poursuivi ses travaux en vue d'élargir le Répertoire des voyages forfaitaires de l'OTC.

PERSONNEL

L'identification des besoins de formation et de perfectionnement a été intégrée au processus de planification de la gestion du personnel. En augmentant le niveau de responsabilité de la direction, on a pu obtenir un contrôle plus efficace de la qualité dans le processus d'évaluation.

Le processus de dotation en personnel a été modifié pour améliorer l'efficacité et la qualité du service, et un changement a été mis en oeuvre dans le système de la paie.

La division de la classification a coordonné trois programmes de conversion: deux ont impliqué plus de 200 postes dans la catégorie des cadres supérieurs et le troisième 60 postes dans le groupe Économie, Statistique et Sociologie.

Le Comité supérieur de gestion a approuvé les recommandations pour la promotion du Programme des langues officielles, en mettant davantage l'accent sur des domaines comme la participation des francophones, la mise au point de sous-sections bilingues, la fourniture d'un service téléphonique bilingue et l'amélioration des niveaux de connaissances linguistiques.

Le Programme Échange-Canada a connu un nouvel élan pour mettre surtout l'accent sur les échanges avec le secteur privé.

PLANIFICATION DES POLITIQUES

Élaboration et analyse de la politique économique

Les quatre directions de la Direction générale de l'élaboration et de l'analyse de la politique économique ont fourni des renseignements économiques, des recherches, des analyses, des services de planification et de coordination des politiques à tous les secteurs du ministère.

La Direction de l'analyse commerciale et structurelle a continué à fournir des données détaillées sur le commerce international à partir de sa banque de données commerciales des Nations-Unies et du Modèle canadien Explor (MCE) du Ministère. La direction a continué ses travaux de représentation auprès de l'OCDE et poursuivi ses projets analytiques dans le domaine de l'économie internationale et du développement et de l'ajustement industriels en rapport avec l'économie canadienne.

La Direction de l'analyse micro-économique a réalisé des études et des séances d'information sur la haute technologie, les secteurs en déclin, la propriété étrangère et les entreprises multinationales. En outre, la Direction a terminé son enquête semestrielle sur les investissements des entreprises et son enquête annuelle sur les filiales sous contrôle étranger, ainsi que les rapports découlant de ces enquêtes.

La Direction des renseignements économiques a fourni aux ministres et aux cadres supérieurs des renseignements sur les conditions économiques actuelles et à court terme au Canada et à l'étranger. La Direction a également publié des études périodiques sur la performance commerciale et la situation concurrentielle du Canada.

Une Direction des projets spéciaux est en cours de formation pour servir de centre de compétence du Ministère sur la méthodologie des coûts et avantages et sur l'analyse des projets.

COMMISSION DU SYSTÈME MÉTRIQUE

A la fin de l'année financière, le programme canadien de conversion au système métrique était achevé à 57 pour cent. La planification et le calendrier de plus de 89 secteurs sont terminés et la mise en application est bien avancée. Au total, 36 secteurs ont achevé au moins 75 pour cent de leurs activités planifiées.

La Commission canadienne du système métrique a organisé 62 réunions depuis le lancement du programme en 1972. Le Comité interministériel de la conversion au système métrique, qui coordonne les activités de conversion du gouvernement fédéral, s'est réuni 20 fois.

Les provinces et les territoires mettent en oeuvre leurs propres programmes de conversion au système métrique par l'intermédiaire de mesures législatives et réglementaires. Dans neuf des 12 capitales provinciales et territoriales, des centres d'information fonctionnent avec un partage des frais. Le Comité intergouvernemental de la conversion au système métrique s'est réuni 24 fois.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE
État des dépenses pour l'année financière 1979-1980

	\$ (000)
<u>Programme commercial et industriel</u>	
Dépenses d'exploitation	
- Traitements et pensions de retraite	75 387
- Autres	<u>46 225</u>
	121 612
Subventions et contributions	
- Programme d'expansion des entreprises	77 251
- Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense	57 936
- Programme de développement des marchés d'exportation	12 785
- Subventions pour la construction de bateaux de pêche et de commerce	83 335
- Conversion au système métrique	2 114
- Programme Canada au travail	5 305
- Prêts aux petites entreprises - pertes	1 916
- Paiement des pertes d'assurance du PEE	5 208
- Paiement des pertes d'assurance de la SEE	6 539
- Paiements pour la construction de cales sèches	3 366
- Divers	<u>3 888</u>
	259 643
Prêts et investissements	
- Prêts à la Société de Havilland Aircraft	633
- Prêts dans le cadre du Programme d'expansion des entreprises	
- Prêts consentis à l'industrie du matériel de défense pour l'aider à moderniser ses usines	13 932
- Prêts dans le cadre du Programme de redressement de l'industrie de la chaussure et du tannage	
- Prêts consentis à Canadair pour le financement des avions-citernes	<u>18</u>
	14 583
	<u>395 838</u>
<u>Programme du tourisme</u>	
Dépenses d'exploitation	
- Traitements et pensions de retraite	7 874
- Autres	<u>19 467</u>
	<u>27 341</u>
Subventions et contributions	
- Divers	<u>2 181</u>
	<u>29 522</u>

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE
État des dépenses pour l'année financière 1979-1980 (suite)

	\$ (000)
<u>Programme des céréales</u>	
Dépenses d'exploitation	
- Traitements et pensions de retraite	1 079
- Autres	<u>574</u>
	<u>1 653</u>
Subventions et contributions	
- Ventes de blé à crédit	16 448
- Versements à la Commission canadienne du blé pour couvrir les frais encourus pour les réserves de grains de provende	2 200
- Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	6 394
- Programme de stabilisation des céréales de l'Ouest	95 559
- Versements au CN et au CP pour la restauration de wagons couverts	8 044
- Aide à l'industrie canadienne de transformation du colza	3 000
- Divers	<u>4 020</u>
	<u>135 665</u>
	<u>137 318</u>
 Total du Ministère	 <u><u>562 678</u></u>

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

État des recettes
pour l'année terminée le 31 mars 1980

	\$ (000)
Rendement des investissements	
Intérêts sur les prêts consentis à la Société pour l'expansion des exportations	93 596
Intérêts sur les prêts consentis à la Banque fédérale de développement	91 270
Intérêts sur les prêts consentis aux fabricants de produits d'automobile	339
Intérêts sur les prêts consentis à l'industrie pharmaceutique	25
Intérêts sur les prêts consentis à l'industrie de la chaussure et du tannage	105
Intérêts sur les prêts consentis dans le cadre du Programme d'expansion des entreprises	818
Divers	678
Recettes diverses	7 340
Remboursements de dépenses des années précédentes	<u>6 906</u>
	<u><u>201 077</u></u>

HC
111

•A314

Author/Auteur
1979/80

c.2

Title/Titre

Canada. Ministère de l'industrie et du
commerce.

Rapport annuel. 1979/80

Date	Borrower <i>Emprunteur</i>	Room <i>Pièce</i>	Telephone <i>Téléphone</i>

INDUSTRY CANADA/INDUSTRIE CANADA



134445

Canada 

(This publication is also available in English)